

SIDERURGIE Quelle cible à nos luttes ?

l'Humanité Rouge



TCHÉCOSLOVAQUIE

Face à l'URSS, quelle opposition ?

Entretien avec Jiri Pelikan



ASIE
La riposte chinoise

Bimensuel

No 49 — Du 21 février au 5 mars
Supplément à l'Humanité rouge no 1035

Courrier des lecteurs



«La vie du Parti n'est pas assez développée»

Je trouve que HR quotidien et bimensuel sont en nette amélioration, du point de vue politique, les argumentations sont claires. Exemple : « Pourquoi le chômage » paru dans un quotidien, les « Relations Chine-USA » dans un bimensuel. Je trouve que le journal m'aide plus dans mon travail militant. Exemple : article de fond sur la Sécurité sociale et il y a aussi une volonté d'enquête qui peut rendre plus crédibles et le journal et le Parti.

J'ai quand même une ou plutôt des choses qui m'ont déçu ces derniers mois. — Dans le bimensuel No 44, la photo, Nixon-Mao Tsé-toung en couverture ne semble pas à sa place ou plutôt elle ne concorde pas avec les titres. Soit garder la photo et mettre un titre, dans le genre : « Victoire de la Chine », « l'impérialisme américain à genoux », ou bien garder les titres et mettre une photo ou une caricature appropriée.

HR est l'organe du Parti, je pense qu'il faut mettre l'accent là-dessus. Publier les résolutions et communiqués du centre, du Bureau politique est une chose très importante mais la rubrique « Vie du Parti » ne me semble pas assez développée.

Je pense qu'un bon dossier dans chaque numéro serait bon. Pour le nombre de pages, je pense que cela dépend du sujet et je n'ai pas « d'idée précise » sur 8, 12 ou 16.

Pour les thèmes :

Sur la CFDT, actuellement, car il va y avoir le congrès en mars.

Les hausses de prix avec des points précis, les différents plans de Barre de manière à être mieux armés pour dénoncer Giscard-Barre.

Sur l'Europe, à cause des élections.

Je suis favorable au développement du front culturel. L'histoire de notre pays, des pays comme la Corée du Nord et du Sud, du Laos, etc. afin de bien comprendre l'évolution de la situation en Asie.

25 ans, aide-soignant
brancardier. Orléans.

«Il manque des articles sur la vie quotidienne»

Voici quelques réflexions sur le bimensuel. En général, il reprend trop souvent des articles ou des morceaux d'articles du quotidien.

Pour le No 45 : les informations sur le Kampuchea étaient celles du quotidien et il n'y avait pas d'analyse complète de la situation. Le dossier sur l'armée était intéressant et véridique mais trop descriptif : un texte rappelant le rôle de l'armée dans le système capitaliste et montrant les buts de l'armée bourgeoise (embrigadement, répression) aurait été nécessaire. Par contre, les articles sur la sidérurgie et la Tchécoslovaquie sont très positifs.

Pour le No 46, une critique sur le dossier sur la Yougoslavie et la Roumanie : on y parle très peu de la situation interne de ces pays et l'on ne connaît pas l'appréciation du PCML sur les régimes de ces pays. Par contre, l'article sur le chanteur Renaud est positif, car ce sujet n'avait jamais été abordé.

De façon générale, la politique internationale occupe une place trop importante dans le bimensuel et il manque d'articles sur la vie quotidienne.

Le principe du dossier est très bon mais pour moi, ce dossier doit être complet et nécessite au moins 12 pages, exceptionnellement 18. Parmi des sujets prioritaires, je vois la lutte des femmes en particulier sur l'avortement et la contraception, un dossier plus complet sur l'armée incluant la lutte des paysans du Larzac et un dossier sur l'Espagne.

Le front culturel reste limité et il faudrait le développer, en particulier, par des critiques d'émissions de télé et de chanteurs (Servat, Brassens, pourquoi le disco, etc.). Dans le front culturel, il pourrait y avoir aussi des articles sur l'artisanat, des explications sur la photo, le cinéma, etc.

De plus, il manque des articles sur le sport.

Age 23 ans
Appelé.

«J'ai beaucoup apprécié l'interview des juges du Nord»

Je n'apprécie pas du tout le ton des « blagues » d'Europe de l'Est. Non seulement elles ne me convainquent pas, mais en plus elles sont totalement antisoviétiques. Elles sont d'un « humour noir » tout à fait déplacé et me font franchement penser à des « histoires belges » dont on semble raffoler. Je trouve qu'on peut plaisanter et faire de l'humour d'accord, mais pas de ce style. C'est à mon avis un sujet trop grave pour être vu sous cet aspect mesquin et raciste.

Je dois avouer que je ne lis pas le bimensuel entièrement. Je ne lis que certains articles et j'apprécie beaucoup le style « dossier » qui apporte souvent des éléments concrets sur une question. J'ai beaucoup apprécié le genre de bimensuel avec interviews des juges « rouges ». Il m'a semblé que c'était un pas vers une ouverture d'esprit qui manquait parfois. On fait parler d'autres gens qui

n'ont pas forcément les mêmes idées que nous, mais qui ont quand même des positions justes dans les événements.

Je suis tout à fait d'accord avec le point de vue du lecteur sportif (dernier bimensuel supplément au No 1 005) : plus de sport, de luttes sociales et surtout aussi je trouve qu'il faut être clair et ne pas leurrer les gens. C'est-à-dire que sans être négatif ou pessimiste, il ne faut pas montrer les luttes sous un aspect trop rose car ce n'est pas comme ça dans la réalité. Il faut dire les choses comme elles sont. Car cela décourage les gens de voir que tout va bien ailleurs et pas chez nous. Je dis cela car sur le Nord, on a eu quelques problèmes. Exemple : des chiffres totalement faux : chiffres de manifestation, de ventes, etc. Publier de si grosses erreurs dans le journal n'est pas honnête ni sérieux.

Je crois que j'apprécierais quelques comptes rendus de lecture.

Je crois qu'il faut aussi voir des livres n'allant pas forcément dans notre voie mais apportant des éléments à notre réflexion. Je pense par exemple à *Avoir 20 ans en Chine* (Seuil) écrit par des jeunes réfugiés chinois qui étaient de jeunes instruits envoyés à la campagne et se sont sautés de Chine populaire. Souvent, leurs paroles sont sincères. De toute façon, s'ils existent, c'est qu'il y avait des problèmes.

J'aimerais également lire une enquête sur le secteur psychiatrie. C'est un domaine très intéressant à mon avis. Combien de gens entrent dans ces hôpitaux sous prétexte qu'ils sont « fous », parce qu'ils n'ont pas les idées qu'il faut. Voir aussi les conditions d'hébergement, nourriture, etc.

J'approuve entièrement les décisions prises par le comité de rédaction pour 1979 : 1) Dossier. 2) rubrique internationale allégée. 3) front culturel.

Je trouve que ce serait intéressant de faire un feuilleton soit en images, soit en texte, un texte inédit ou un texte connu, voir les journaux régionaux où les feuilletons abondent et semblent très suivis par les gens.

Nicole - Lille

L'Humanité Rouge

Sommaire

4

La riposte chinoise

Pékin : « Si on ne nous attaque pas nous n'attaquons pas, si on nous attaque nous contre-attaquerons. »

13

Interview de Jiri Pelikan



Ancien membre du comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Dans l'interview qu'il a bien voulu nous accorder, il apporte son témoignage de militant engagé pour l'indépendance nationale de son pays et pour le respect des droits de l'homme.

9

Le PCF et la sidérurgie

La cible de nos luttes, est-ce l'Europe ? Sont-ce les Allemands ? Yves Lepic démonte cette propagande et désigne la cible de la lutte : le capitalisme.

L'événement

Après le 16 février 5

Editorial

La riposte chinoise 4-23

Le fil de l'actualité

« Nous, militants du PCF, Juifs et non-Juifs » 6
« L'esprit de capitulation giscardien » 6
La CFDT et l'Europe 6
L'année de l'enfance 6
Le PCF et la sidérurgie 9-10-11

Aux quatre coins du pays

Emploi : la manifestation de Nantes du 8 février 7-8
SFP : grève à la télévision balayé 8
La journée d'action sidérurgie du 16 février 8

Du monde entier

Cambodge : après l'agression vietnamienne 12
Iran : le régime du Shah définitivement balayé 22
Répression colonialiste à Tahiti 23

Vu, lu, entendu

Livres, théâtre, télévision, exposition 23-24

Cinéma Télévision Sports

Superman ou le rêve américain 26
Henri IV à la télé 27
« Une ville à prendre », un film à voir 28
Le foot en crise 29
Jean Renoir : le réalisme poétique au cinéma 32-30

Courrier des lecteurs

Réponses au questionnaire : pour une nouvelle formule 2-31

L'Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris Cédex 18
CCP : 30 226 72 D La Source Commission paritaire :
No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979
Directeur de publication : André DRUFSNE.
Imprimerie La Nouvelle.

Directeur politique : Jacques Jurquet. Rédacteur en chef : Henri Jour. Rédacteurs : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. Secrétaire de rédaction et maquettiste : Guy Lanrivain. Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication : André Druessne.

ASIE :

la riposte chinoise

De nouveaux développements de la situation en Asie du Sud-Est viennent de se produire. Le 17 février, des troupes chinoises ont pénétré en territoire vietnamien pour riposter aux multiples provocations dont la frontière chinoise était le théâtre depuis plusieurs mois... Certains lecteurs et amis ne vont pas manquer de s'interroger sur les objectifs et la légitimité d'une telle action. D'autant plus que des forcés politiques dans notre pays en profitent pour essayer de renvoyer Vietnam, Chine et Kampuchea dos à dos ou de se servir de cet événement pour illustrer les thèses de Moscou et de Hanoï sur « l'hégémonie chinoise ».

Les dirigeants chinois ont pourtant clairement et nettement défini le sens de leur action : en finir avec les incessantes provocations vietnamiennes qui entretenaient l'insécurité aux frontières, obtenir un règlement négocié de ce problème.

Tous les jours s'allongeait la liste des morts et des blessés chinois attaqués sur le sol chinois. Rien que dans le Guangxi, en un mois plus de 500 intrusions armées ont tué ou blessé plus de vingt civils et militaires chinois. Du 29 janvier au 1er février, huit tués et blessés, du 4 au 7 février, quatre morts et cinq blessés.

Derrière la sécheresse de ces statistiques, se cachent des réalités précises : maisons brûlées, paysans pourchassés, écoles bombardées, villages entiers abandonnés par leurs habitants contraints de se réfugier dans des abris provisoires, une insécurité générale pour tous les habitants, paysans et pêcheurs des régions frontalières.

Telle était désormais la réalité quotidienne de l'existence des populations chinoises vivant à la frontière du Vietnam.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Qui porte la responsabilité d'une telle situation ?

La Chine a avec le Vietnam une longue frontière commune, terrestre et maritime, par les provinces du Guangxi et du Yunnan. La population des deux côtés de la frontière appartient à la même ethnie et était unie par des liens étroits. Mais les temps où la Chine et le Vietnam étaient « unis comme les lèvres et les dents » selon la formule d'Ho Chi Minh, sont désormais révolus.

Aujourd'hui, dans tout le Vietnam, les manuels d'histoire des écoliers présentent l'histoire du Vietnam comme celle de la lutte permanente contre les « bandits chinois ». Le *Nham Dan*, (journal du peuple),

organe central du Parti communiste vietnamien, multiplie les proclamations du genre : « La Chine a toujours envahi le Vietnam. La plus grande menace pour notre pays vient de la Chine ». On recrute pour l'armée des soldats de 16 à 46 ans.

Certes, au cours du passé, sous le féodalisme, la Chine a plusieurs fois envahi le Vietnam. Mais d'autres pages d'histoire ont par la suite été écrites entre les deux pays.

A partir du XIXe siècle, la Chine s'est trouvée dans la même situation que le Vietnam : colonisée, opprimée par l'impérialisme. Pendant la guerre anti-impérialiste, le peuple chinois et son État révolutionnaire ont accordé au peuple frère du Vietnam une aide généreuse et sans condition. Ce sont ces pages d'amitié entre les deux peuples qui sont aujourd'hui systématiquement niées et déformées. La persécution de plusieurs centaines de milliers de ressortissants chinois n'a été que le prélude à une attaque plus sérieuse encore contre la Chine. Du 13 au 22 décembre dernier, par exemple, 7 000 ressortissants chinois vivant au Vietnam, dans les zones frontalières, ont été forcés de se réfugier en Chine dans le cadre de la « purification » des frontières entreprise par les autorités vietnamiennes.

Pourquoi ces provocations constantes ? Jusqu'où iront-elles ?

Il est clair maintenant que l'ob-

ectif vietnamien, par le passé, était de détourner l'attention de ses préparatifs d'agression contre le Cambodge. Aujourd'hui, la tension entretenue aux frontières vise à discréditer la Chine en la faisant passer, parce que plus grand pays que le Vietnam, pour un agresseur hégémoniste, illustrant ainsi les mensonges de Hanoï et de Moscou.

La grande patience de la Chine

La Chine a fait preuve d'une très grande patience. Mais Deng Xiaoping l'a rappelé très fermement lors de sa visite aux USA. La patience du peuple chinois a des limites. Il ne pouvait accepter indéfiniment de voir s'allonger la liste des victimes innocentes, paysans ou pêcheurs, abattus alors qu'ils vauquaient à leurs paisibles occupations quotidiennes.

La Chine a dû riposter à cette situation. Mais elle l'a fait en indiquant très clairement les limites de cette action. Elle n'agira jamais envers le Vietnam comme celui-ci le fait envers le Kampuchea. Elle ne prétend pas occuper et dominer le Vietnam pour lui imposer, par la force des armes, une orientation. Elle ne revendique aucun pouce de sol vietnamien. Elle entend seulement vivre en paix à l'intérieur de ses frontières, défendre ses ressortissants continuellement harcelés sur son propre sol.

S'en tiendra-t-elle à ces objectifs ? L'histoire a déjà donné une réponse en ce sens. Dans les années soixante, l'Inde multipliait les provocations armées envers la Chine. Là encore, la Chine avait fait preuve d'une longue patience. Un jour pourtant, les troupes chinoises ont pénétré dans les régions frontalières, infligeant de lourdes pertes aux agresseurs. Elles s'en sont retirées aussitôt sans occuper un seul endroit du territoire indien.

Annie BRUNEL

Après le 16 février ...

Le 16, ils étaient des dizaines de milliers en grève, dans les multiples actions et manifestations, de Dunkerque à Longwy, en passant par la foule de Valenciennes : plus de 60 000 autour de ceux de Denain.

Est-il de meilleure preuve que la population de ces régions est prête à agir, à lutter contre les licenciements ! Est-il de meilleure preuve que les actions menées spécialement à Denain et Longwy certes dispersées et limitées mais fermes, voire violentes, ont fait naître un espoir dans le cœur des travailleurs ? Ceux-ci sont prêts à répondre aux appels à la solidarité, à l'action, prêts à se mobiliser pour la lutte pour l'emploi !

Mais cette journée aura-t-elle été une étape pour faire passer la lutte, et l'unité dans la lutte, à un niveau supérieur ?

Pour que les actions encore dispersées de ces derniers temps s'élargissent et s'approfondissent en actions plus vastes portant des coups plus rudes à l'ennemi, aux profits des maîtres de forges ?

A Valenciennes, la seule proposition, perspective concrète, offerte pour après le 16, ce fut la marche sur Paris.

A Valenciennes encore, ceux qui tenaient la tête du cortège étaient bien plus préoccupés

— jusqu'à l'obsession — de ne pas être débordés que de s'appuyer sur la présence d'une telle foule pour faire une manifestation combative, dynamique, enthousiaste.

Très vite, le défilé est devenu presque silencieux.

Et nombreux furent les sidérurgistes qui sont rentrés déçus.

Certes, la manifestation de Valenciennes n'est pas l'image exacte de l'ensemble mais elle illustre sans aucun doute ce que souhaitent faire de la lutte certains dirigeants : la cantonner dans « le calme et la dignité » d'actions hors des entreprises.

Ce n'est pas ce que veulent les travailleurs, ce n'est pas non plus la voie pour le succès.

Sur la base de la grande volonté de combat dont cette journée du 16 fut le reflet, il faut que l'action s'étende sur le terrain des entreprises, celles les plus directement menacées comme aussi celles qui tournent, pour porter des coups aux profits du patronat. C'est la condition pour augmenter le rapport de forces en faveur des travailleurs et pour que la solidarité la plus large puisse devenir effective.

Jacques DUROC

Non à l'esprit munichois !

Décidément, l'esprit de Munich, cet esprit de lâche capitulation devant le militarisme fasciste est toujours vivace dans notre pays. Ceux qui pratiquent cette politique s'imaginent que pour avoir la paix, il faut laisser faire les expansionnistes, les alimenter même pour éviter leur fureur. C'est ainsi qu'hier, c'était il y a seulement quarante et une années, le français Daladier et son homologue britannique Chamberlain offraient la Tchécoslovaquie à Hitler, qui avait déjà annexé l'Autriche. Hitler proclamait sa volonté de paix et il exigea Dantzig. Les fascistes italiens, les fascistes bulgares, les fascistes japonais se sentirent encouragés par le laisser-faire des Français et des Anglais, chacun à la son exigence territoriale et chacun d'eux utilisa l'agression armée : le plus petit des roquets fascistes se prit alors pour un colosse... on sait où cela a mené !

Aujourd'hui les gouvernements occidentaux ont tendance à pratiquer la même politique face à l'expansion militaire de Moscou et de ses alliés. Invasion de la Tchécoslovaquie, intervention soviéto-cubaine en Angola, intervention soviéto-cubaine en Erythrée, satellisation du Laos et inva-

sion du Cambodge par la soldatesque vietnamienne. L'Union soviétique d'aujourd'hui et ses satellites agissent comme les forces fascistes d'hier. Elles constituent le principal facteur de guerre mondiale aujourd'hui et ceux qui pratiquent le capitulationnisme devant elles ne font que précipiter la guerre.

En montrant aux autorités vietnamiennes et à leurs protecteurs que la Chine n'est pas décidée à se laisser avaler comme elle le fut autrefois par le Japon, le gouvernement chinois a choisi la seule voie juste. L'Armée populaire chinoise a mis un holà aux provocations innombrables qui ont fait plus de 300 morts et blessés dans la population chinoise en six mois. En ripostant de façon limitée mais ferme, après plusieurs avertissements, le gouvernement chinois a-t-il diminué ou augmenté les risques de guerre ? Poser la question, c'est y répondre et tout ceux qui poussent des clameurs sur les dangers en Asie feraient mieux de prêter un peu plus d'attention à la situation en Europe et aux graves menaces que fait peser le renforcement impressionnant des forces du Pacte de Varsovie.

Henri JOUR

«Nous,
militants du PCF,
juifs et non juifs»

LE FIL DE L'ACTUALITE

L'année de l'enfance ...

« Nous militants du PCF, juifs et non juifs, avons décidé d'occuper symboliquement les locaux de l'Aéroflot pour protester contre les calomnies et les persécutions dont sont victimes plusieurs nationalistes de l'URSS et notamment les juifs et les Arméniens. Nous affirmons que le racisme et l'antisémitisme sont incompatibles avec le socialisme ». La répression contre les Arméniens ainsi que les déclarations de nature antisémites qui fleurissent dans la presse soviétique appartiennent en effet à ce que les auteurs de l'« L'URSS et nous » appelaient les « discordances nouvelles entre les buts du socialisme et la façon dont ils se réalisent en URSS ». L'accumulation de tels faits ainsi que ses activités ouvertement agressives conduisent les travailleurs à rejeter de plus en plus l'URSS comme une odieuse caricature du socialisme. Alors que le 22e congrès du PCF avait mis en avant le « droit à la critique » de l'URSS et la condamnation des pratiques les plus répressives, les projets de textes du 23e congrès qui doit se tenir en mai insistent au contraire sur le « bilan globalement positif » de l'URSS et la nécessité pour le PCF de maintenir avec elle des relations privilégiées..

Cette orientation de la direction en faveur d'un nouvel alignement prend le contre-pied des aspirations des militants. Cette question continuera d'être un point chaud dans le cadre des discussions préparant le congrès.

L'esprit de capitulation giscardien

Le ton aristocratique de Giscard d'Estaing dissimule de moins en moins l'esprit de servitude à l'égard de l'expansionnisme soviétique qui anime sa politique étrangère. C'est dans des termes qui n'ont rien à envier à la propagande soviétique qu'il a brossé au cours de sa récente conférence de presse, un portrait aussi flatteur que peu réaliste des dirigeants de l'URSS

L'année de l'enfance, on ne savait pas trop ce que ça pourrait être. Maintenant grâce au gouvernement, on a mieux compris, c'est l'année de l'enfance-alibi. Pour diminuer le nombre de chômeurs, les femmes salariées sont appelées à rester à la maison pour faire et éduquer le troisième enfant dont la France a besoin. C'est également le manque d'enfants qui est évoqué par le ministre de l'éducation nationale pour procéder à des coupes sombres sombres dans les effectifs déjà bien minces du personnel enseignant, pour procéder massivement à des fermetures de classe. C'est pour s'opposer à de telles mesures qu'un peu partout en France se multiplient les luttes dans les écoles, avec la participation des enseignants, des parents et des élèves. Notre photo a été prise lors de l'une de ces actions à Montpellier.

La CFDT et l'Europe

Dans un dossier paru dans *Syndicalisme-hebdo* (du 25 janvier), la CFDT réaffirme sa position sur l'Europe. Pour elle « le protectionnisme est un leurre » et « il ne peut y avoir de solution française à la crise, parce que la crise n'est pas exclusivement française ». « Toute avancée dans un pays sans avancée parallèle dans les autres pays est fragile et limitée ».

L'Union soviétique sont des dirigeants attachés à la paix et qui n'ont aucune intention d'entreprendre ou de déclencher une action militaire susceptible d'affecter l'Europe de l'Ouest. C'est leur état d'esprit, je les connais, et c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous pratiquons avec eux la politique de la détente ». Le loup transformé en agneau par la seule vertu de l'esprit de capitulation giscardien.



Aspect principal : la solidarité : « L'objectif central du mouvement syndical n'est pas d'attiser les antagonismes nationaux, mais d'abord de rassembler l'ouvrier allemand et l'ouvrier français dans un combat solidaire contre l'Europe des marchands et des industriels ».

Un des moyens : la CES (Confédération européenne des syndicats), qui devrait être « une centrale d'action ». Le choix doit être clair : on ne peut pas être à la fois à la FSM et à la CES, contrairement à ce que la CGT déclare. La CFDT soutient la candidature de celle-ci, mais à condition que la CGT se démarque de la FSM. Et elle n'en est pas là ; les textes du 40e congrès ne font pas mention de la CES.

Tout ceci à un aspect positif. Reste à savoir quelle ligne adopteront les dirigeants confédéraux de la CFDT dans les luttes européennes.

Positive aussi l'affirmation selon la quelle « l'équilibre du monde a besoin en Europe de l'existence d'une entité politique indépendante des grandes puissances », sauf qu'il ne peut y avoir équilibre lorsqu'il y a l'impérialisme. Il ne s'agit pas de se leurrer sur les possibilités « d'établir un climat de paix » mais bien de construire le front uni mondial contre les deux superpuissances.

AUX 4 COINS DU PAYS

Grève à la télé (SFP) contre les licenciements



Ci-dessus : Le troisième nouveau patron Clermont-Tonnerre et son adjoint, Drucker, font triste mine, entourés par le personnel qui les avait contraints à descendre s'expliquer devant l'assemblée générale regroupant 1 500 grévistes.



Ci-dessous : Chaque travailleur met ses capacités au service de la grève. Ici, une affiche faite par les décorateurs.



Assemblée générale du personnel filmée par les grévistes qui se sont emparés de leur outil de production. Ils « tournent toutes les actions et assemblées générales. Les films sont ensuite très rapidement diffusés dans tous les centres ORTF. Les travailleurs de la SFP sont en grève depuis le 7 février.

NANTES

La journée d'action du 8 février

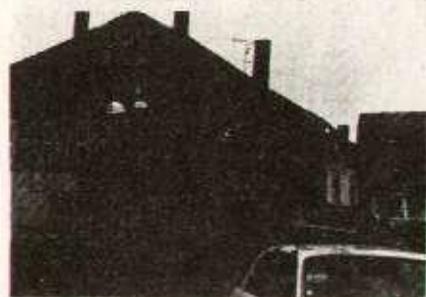
Brissonneau et Lotz occupé contre les licenciements. Une situation de l'emploi catastrophique dans la région nantaise. La colère est grande. Les travailleurs devant la préfecture.



SIDERURGIE

La journée d'action du 16 février

Reportage Yves Lepic (Lorraine)



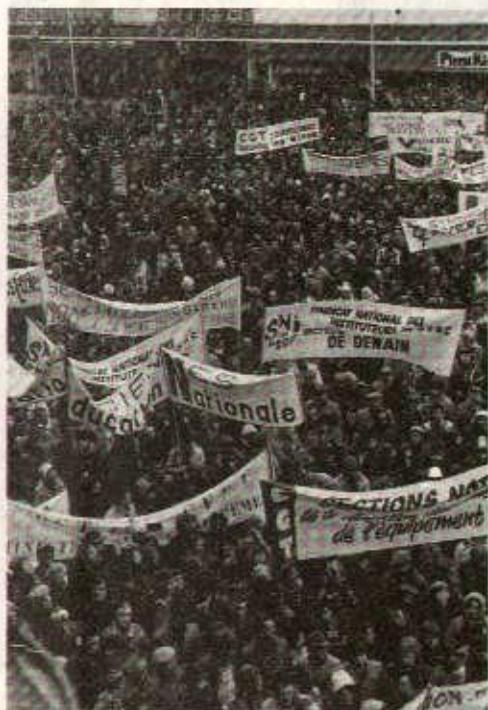
Jeudi 15 heures : Meeting intersyndical au carrefour de la gendarmerie à Uckange. Il est 15 heures. Le carrefour bloqué depuis quatre heures du matin en ce 16 février. (Photos HR)



Jeudi 16 heures : Il est 16 heures, plusieurs dizaines de personnes occupent les voies ferrées en gare d'Uckange. (Photo HR).



AUX 4 COINS DU PAYS



Jacques Duroc
Nicole Margerie

(Nord)

Après le trajet en car, le cortège de ceux de Denain se forme ici à l'entrée de Valenciennes, avant de rejoindre les autres manifestants dans l'enthousiasme, au chant plusieurs fois répété de l'Internationale. Une heure plus tard, quand des responsables avant tout soucieux de ne pas se faire déborder, auront bien pris les choses en main, c'est presque en silence que plus de 60.000 personnes défilent jusqu'à la place d'Armes devant l'hôtel de ville, pour entendre sans enthousiasme quelques discours d'ailleurs contradictoires de dirigeants syndicaux.

Seule proposition : la marche sur Paris.

Les actions menées ces derniers temps ? Les sidérurgistes de Denain n'ont pas eu la parole pour les raconter, comme le déplacement à Roissy où les CRS ont senti passer la colère des sidérurgistes (38 blessés officiellement). Ni ceux de Longwy, pas invités, ni de Dunkerque...

« Les syndicats freinent. On ne sait pas où on va, il n'y a pas de direction » : Telles sont quelques réflexions que cela suscitait parmi les travailleurs. Direction ? Il y en avait une. Mais était-elle pour conduire sur la voie de la lutte ?



Dans quelques mois maintenant auront lieu les élections au Parlement européen. Les différents partis politiques préparent leurs listes ou les ont déjà publiées. Différentes positions s'affirment ici et là.

Les différentes publications du PCF se font écho l'une l'autre, efforçant de démontrer que les Allemands vont tout dévorer sur leur passage grâce à l'Europe.

A l'heure où les luttes sans précédent éclatent, tant dans notre pays que dans d'autres, contre la crise, il nous a semblé important de démonter cette propagande que nous qualifions de chauvine et de désigner clairement la cible de la lutte des travailleurs, à savoir le capitalisme.

SIDERURGIE

Quelle cible pour nos luttes ?

L'Europe des Neuf est-elle responsable de la crise qui touche le capitalisme en France ? La France est-elle une victime de la guerre économique que lui livreraient les capitalistes allemands ? La cible de nos luttes, est-ce l'Europe, sont-ce les Allemands ? Où est-ce le capitalisme

qui produit les crises ? Nous pensons quant à nous que le capitalisme est notre ennemi, que l'on doit lutter contre la crise, pour nos emplois, pour les conditions de travail et les salaires.

On doit lutter au coude à coude avec tous les travailleurs de tous les pays européens.

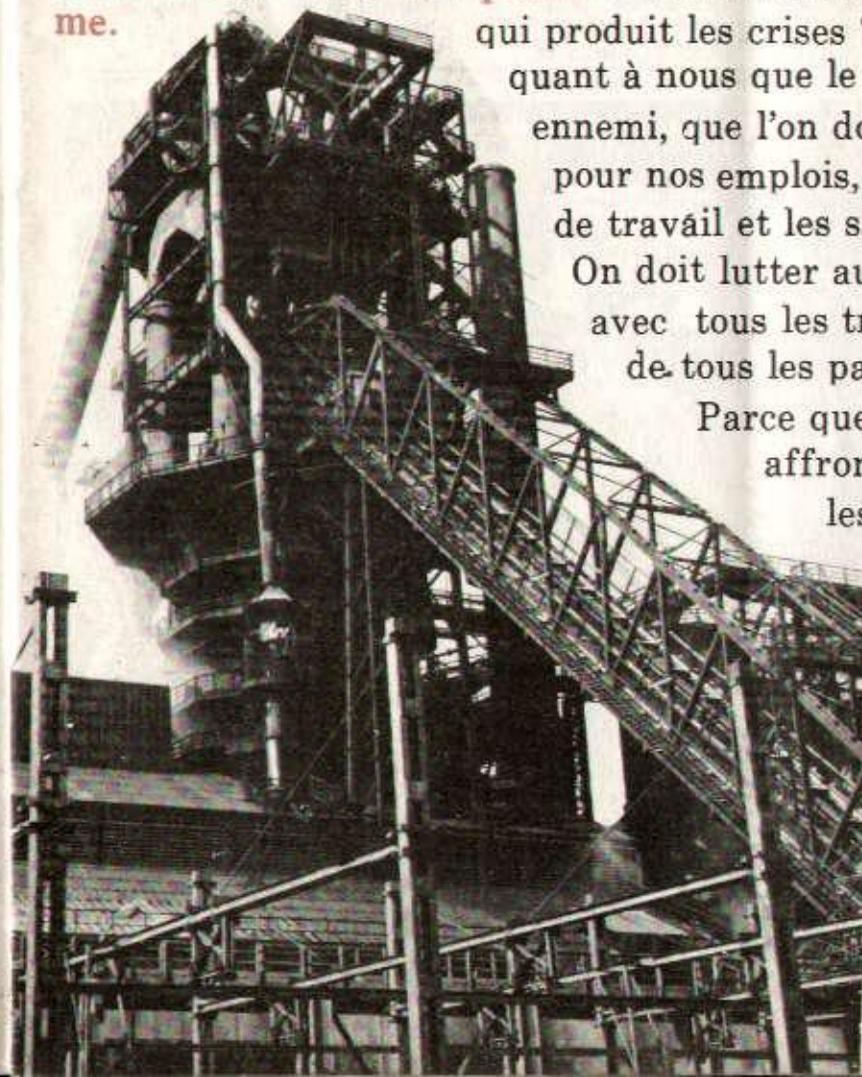
Parce que nous affrontons tous

les mêmes ennemis.

On ne doit pas soutenir un capitalisme contre un autre.

On ne doit pas prendre pour cible «l'étranger».

Il ne doit pas y avoir d'union sacrée entre les travailleurs et les patrons.



La campagne anti allemande des dirigeants du PCF

« Un jour, un coup sourd sous tes pieds. Imperceptible. Au début, tu ne veux pas l'entendre. Tu veux croire que tu l'es trompé. Après, tu n'entends plus que ça. Jour et nuit, tu vis l'oreille collée au sol. Si tu es croyant, tu pries en cachette pour que le bruit continue. C'est comme le battement de ton cœur. Le jour où il s'arrête, c'est fini ».

Cette citation est extraite d'une série d'articles parus dans *l'Humanité* du 15 au 17 janvier 1979 et consacrés à la Lorraine. C'est même la citation introductive. Elle fait référence à la guerre des mines que se faisaient les artificiers français et allemands pendant la guerre de 14-18.

Aujourd'hui, dit *l'Humanité*, « les Lorrains vivent toujours dans l'angoisse de la sape » et d'ajouter « c'est une technique ordinaire de "construction" européenne. Il vise à piller le sous-sol lorrain ».

Les capitalistes allemands seraient responsables de la crise en France. Sans eux, tout irait pour le mieux. Ils nous prennent tout, le minerai de fer lorrain, nos idées, etc.

Les capitalistes français seraient lésés dans la construction européenne. Apparemment, ils n'ont pas l'air de s'en plaindre. Les trusts du nucléaire voient là une excellente occasion de se développer, ainsi que ceux de la téléphonie, etc.

Cette campagne anti-allemande prend des aspects terrifiants. Par exemple, dans *Economie et politique* — la revue d'économie du PCF de janvier 1979, on peut voir une caricature. Que dit cette caricature ? « Ach, nous aurons piendôd l'Alsace et la Lorraine » (c'est un capitaliste allemand qui parle).

C'est proprement scandaleux ! On

Le PCF et la sidérurgie

Actuellement le secteur de la sidérurgie est en pleine réorganisation. Dans notre pays le gouvernement a décidé le licenciement de plus de 21 000 ouvriers sidérurgistes. Deux groupes se sont mis ensemble. Il s'agit du groupe Usinor qui est implanté dans la région du Nord et à Longwy et le groupe Chiers-Châtillon-Neuves-Maisons qui est implanté dans la région de la Lorraine et un peu dans le Nord.

Le groupe Sacilor-Sollac (implanté en Lorraine) est en pourparlers pour se réunir avec la société métallurgique de Normandie appartenant au groupe Empain-Schneider.

La sidérurgie capitaliste française a une productivité calculée en divisant le nombre de produits par le nombre d'ouvriers ; elle est donc très importante.

Les capitalistes l'estiment à environ 8 heures à la tonne d'acier. C'est-à-dire qu'il faut 8 heures pour fabriquer une tonne d'acier. En Allemagne et au Japon, elle semble plus faible.

En vérité, le calcul n'est pas le même. Au Japon et en Allemagne, on ne compte que l'aciérie proprement dite alors qu'en France, on compte les effectifs globaux, du PDG au balayeur.

L'objectif des dirigeants du PCF est de produire une tonne d'acier en une heure (tract diffusé à Thionville début janvier 1979). Ce qui est aussi l'objectif des patrons de la sidérurgie.

Or, dans le système capitaliste, on ne peut arriver à un tel résultat qu'en licenciant des milliers de travailleurs et en les remplaçant par des machines très perfectionnées.



Manifestation des femmes du PCF le 18 janvier à Paris pour le maintien des emplois dans la sidérurgie.

La cible de nos luttes est-ce l'Europe ou le capitalisme ?

n'avait pas vu une telle propagande depuis des années et des années. Quel effet cela peut-il produire sur les lecteurs ? Ferait-on croire que les Allemands préparent une nouvelle invasion du pays ?

Voudrait-on mobiliser les esprits

et les cœurs pour défendre une nouvelle fois la « ligne bleue des Vosges » ? Voudrait-on ressusciter les vieilles croyances anti-« boches » ? On est en droit de se le demander sérieusement !

Yves LEPIC

Le chauvinisme, qu'est-ce que c'est ?

C'est une idéologie qui consiste à mettre systématiquement son pays en avant ou à défendre inconditionnellement son pays, à exalter sa puissance. Pour les dirigeants du PCF cette idéologie prend la forme de la défense du pays victime d'une agression de la part des Allemands. On retrouve cette idée dans *l'Humanité-dimanche* numéro 153 du 3 au 9 janvier 1979. Ce numéro est consacré à l'Europe. Il y a un lexique de 100 mots.

Voilà ce qu'on peut lire au mot « déclin » : « Déclin : diminution de grandeur, d'éclat (« Petit Larousse »). Exemple : la stratégie du grand capital prépare, pour le troisième millénaire, une France dépendante, sous-traitante, sous-développée dans certains domaines, une France devenue province secon-

daire d'un empire dont le Charlemagne sera allemand (Charles Fitermann - Rapport au Comité central du PCF - 27 septembre 1978) ».

Ce chauvinisme prend une couleur anti-allemande. On fait des références historiques.

Au début du Moyen-âge, Charlemagne, le roi des francs, gouvernait un vaste empire dont l'Allemagne n'était qu'une partie. Une des populations de l'Allemagne était des Saxons.

Charlemagne, appuyé par le pape, massacra des dizaines de milliers de Saxons dans les guerres d'expansion.

Visiblement, Fitermann désigne les Allemands à la vindicte populaire et semble regretter le temps où l'Allemagne était une province secondaire d'un empire dont le Charlemagne était français.

Manifestation à Montpellier le 23 septembre 1978.

A l'est, l'Allemagne, au sud, l'Espagne...



Les explications contradictoires des dirigeants du PCF à propos de l'ARBED

L'ARBED ce sont les Acieries réunies de Burbach-Esch-Dudelange. Selon les époques et les journaux du PCF, on ne sait plus qui est derrière.

Dans le numéro 153 de *l'Humanité-dimanche* du 4 au 9 janvier, l'ARBED est un groupe « composé pour une grande part de capitaux ouest-allemands et américains ».

Dans *l'Humanité* du 17 janvier 1979, l'ARBED est entre les mains du groupe Empain-Schneider.

Dans *Economie et politique* de septembre 1978, on fait mieux encore, l'ARBED est bien composée de capitaux belges et luxembourgeois. Ce groupe a bien racheté la société Rochling que le groupe contrôle à 97 %. Pourtant cette société est allemande, on se demande par quel hasard. Les actionnaires principaux de l'ARBED sont : la famille royale de Belgique par l'intermédiaire de la Société générale de Belgique dont ils sont aussi les principaux actionnaires, le groupe Empain-Schneider, la famille Bollore, des papeteries Bollore, Engen, pas l'ombre d'un baron allemand.

Cependant *l'Humanité* du 13 février affirme : « La RFA elle-même croit en l'avenir de l'acier, contrairement aux déclarations officielles. L'ARBED société belgo-luxembourgeoise, qu'elle contrôle (?), vient d'adopter un plan d'investissement de près de trois milliards ». On a atteint un petit summum.

Après l'invasion vietnamienne

Au cours de sa visite aux USA, Deng Xiaoping a réaffirmé très clairement le ferme soutien de la Chine au Kampuchea démocratique (Cambodge) dans son combat contre l'agression vietnamienne.

Il a déclaré que, bien que ses moyens soient limités, la Chine fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'aider. Il a rendu hommage au Kampuchea qui est « une nation glorieuse et un pays glorieux » et se trouve actuellement dans une position difficile. Pour cela, a conclu le vice-premier ministre chinois, il doit bénéficier plus que jamais du soutien de la Chine car « un Kampuchea indépendant et démocratique doit être respecté ».

Des cadavres soviétiques et cubains

Selon une dépêche de l'Agence France-Presse, citant des sources très bien informées de Bangkok, plusieurs « conseillers » soviétiques et cubains auraient été tués au cours d'une attaque de résistants cambodgiens contre Pochentong, l'aéroport de Phnom Penh. Les « conseillers » assument notamment toutes les communications radio sol-air des troupes vietnamiennes.

Suppressions d'aide au Vietnam

Après le Japon et les pays scandinaves, l'Australie et les Pays Bas ont pris la décision de suspendre toute aide économique au Vietnam, maintenant seulement une aide humanitaire en vivres et en médicaments. Le gouvernement hollandais a justifié cette décision en raison de l'« ingérence militaire » du Vietnam au Kampuchea, ajoutant qu'il la considérait comme une violation sérieuse de l'indépendance et de la souveraineté de ce pays.

De son côté, le premier ministre australien a publiquement déclaré son opposition à l'envoi de Cubains en

Afrique et de Vietnamiens au Kampuchea.

L'accueil des non-alignés

La réunion extraordinaire du bureau de coordination des pays non-alignés s'est tenue à Maputo (Mozambique). La délégation cambodgienne présente était dirigée par Penn Nouth, ancien premier ministre du gouvernement royal d'union nationale présidée par Sihanouk, pendant la guerre anti-américaine et éminente personnalité patriotique cambodgienne.

Une grossière manœuvre vietnamienne et cubaine pour évincer la représentation du Kampuchea démocratique a connu un échec spectaculaire. La délégation des patriotes cambodgiens gardera son siège parmi les non-alignés, comme elle le conserve à l'ONU.

L'aveu des fantoches

Les chefs de file des fantoches cambodgiens arrivés à Phnom Penh

Manifestation devant l'ambassade soviétique aux États-Unis.

« Une cause juste bénéficie d'un large soutien »



dans les fourgons de l'agresseur vietnamien ont célébré leur « victoire » le 25 janvier, sous la protection des baïonnettes vietnamiennes. Bien malgré succès en vérité, puisque plus d'un mois après son installation à Phnom Penh, le FUNSK n'a toujours pas réussi à mettre en place un semblant de gouvernement et d'administration.

A cette occasion le chef des fantoches, Heng Samrin, a reconnu dans les termes les plus clairs la part prise par les Vietnamiens dans l'agression contre le Kampuchea démocratique en célébrant « l'aide sous toutes les formes et dans tous les domaines, apportée par le Vietnam, proche compagnon d'armes, dans la lutte contre le régime de Pol Pot. »

La zone sud-ouest partiellement reprise

L'armée révolutionnaire du Kampuchea (ARK) a déjà repris la majorité de la zone sud-ouest du pays. Elle a libéré les régions de Kirivong à Takeo, et la vaste région longeant les routes No 2 et No 3 à l'exception de Kantol.

Elle contrôle en outre la route No 4 et les agresseurs vietnamiens réfugiés dans les villes de Kampot et Kep y sont encerclés et attaqués comme dans de nombreuses autres villes.

Devant une telle situation, Hanoi a dû dépêcher récemment cinq divisions nouvelles en guise de renfort.

Annie BRUNEL

DOSSIER

Où en est l'opposition tchécoslovaque ?

Interview de Jiri Pelikan, ancien membre du Comité central du Parti Communiste de Tchécoslovaquie



Jiri Pelikan, ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, a derrière lui 40 ans de lutte. Il a adhéré au parti en 1939, pour mieux se battre contre l'occupant nazi ; et il a été élu au Comité central le 22 août 1968, à l'heure de la résistance à l'agression soviétique. Exclu du Parti en 1969, au début de la « normalisation », déchu de sa nationalité tchécoslovaque en 1970, il vit actuellement en exil à Rome, d'où il poursuit le combat.

Lors de son passage à Paris en janvier, une rencontre cordiale entre Jiri Pelikan, Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste et André Druesne, membre du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste a permis de constater d'appréciables convergences de vues sur d'importants problèmes internationaux, par-delà les expériences respectives différentes.

Dans l'interview qu'il a bien voulu nous accorder et pour laquelle nous le remercions sincèrement, il apporte ici son témoignage et son point de vue de militant, de dirigeant engagé à fond dans la lutte pour l'indépendance nationale de son pays et pour le respect des droits de l'homme.

C'est précisément sur ces deux points essentiels que nous soutenons le juste combat de Jiri Pelikan.

Jean Schubert : Depuis dix ans, la Tchécoslovaquie est occupée par l'Union soviétique. Cette occupation, qu'est-ce qu'elle signifie concrètement pour le pays et pour les gens ?

Jiri Pelikan : Il faut tout d'abord expliquer au lecteur français que l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques est différente de la présence des troupes soviétiques en Allemagne de l'Est, en Pologne ou en Hongrie. Dans ces pays, les troupes

soviétiques sont stationnées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Leur présence est le résultat d'un accord entre les alliés de la coalition anti-hitlérienne, et donc, ces pays se sont habitués à leur présence, même si on a vu en Hongrie, en 1956, un mouvement populaire pour le retrait des troupes soviétiques.

Ce que je dis ne justifie bien sûr pas du tout leur présence plus de trente ans après la fin de la guerre... La Tchécoslovaquie, elle, était alliée de l'Union soviétique pendant la guerre, et les troupes soviétiques s'en sont retirées tout de suite après

la libération, en 1945. La Tchécoslovaquie avait des relations amicales avec l'Union soviétique, qui n'avait ni force ni base militaire jusqu'en 1968.

Une véritable occupation

C'est pour cela que l'invasion, l'intervention militaire des troupes soviétiques et de celles de certains autres pays du Pacte de Varsovie, dans la nuit

Suite au verso



Ces jeunes tchèques parcourent les rues de Prague avec le drapeau tchécoslovaque rouge du sang de leurs.

« Une humiliation nationale ».

du 20 au 21 août 1968, a été ressentie par le peuple tchécoslovaque comme la trahison d'un allié, et comme une humiliation nationale.

Cette intervention était dirigée contre le mouvement du « Printemps de Prague », mouvement pour le renouveau du socialisme en Tchécoslovaquie.

De ce point de vue, le régime de Husak, qui a été imposé en avril 1969 après la chute de Dubcek, est considéré comme un régime mis en place par l'intervention militaire, qui s'appuie sur la présence militaire soviétique en Tchécoslovaquie. L'occupation représente surtout le blocage de la vie politique, le blocage de tout changement dans le pays.

L'armée soviétique entretient plusieurs divisions en Tchécoslovaquie, autour de 100 000 hommes, leur nombre exact est secret, personne ne sait exactement combien ils sont, parce qu'ils ont un droit d'exterritorialité : ils peuvent entrer et sortir du pays sans

aucun contrôle des autorités tchécoslovaques.

Mais il est caractéristique que ces troupes qui ont été envoyées à l'origine sous le prétexte de « protéger » la frontière occidentale tchécoslovaque, ne sont pas du tout sur cette frontière. Elles sont réparties dans tout le pays, dans tous les points politiquement importants.

Le but de l'occupation, c'est plutôt le contrôle du pays que le problème de la « sécurité » de l'Union soviétique.

Les représentants de l'armée soviétique d'occupation prennent la parole aux différentes réunions politiques. Le commandement soviétique, situé à Milovice au nord de Prague, est pour ainsi dire une seconde ambassade soviétique. Il comporte un département politique qui s'occupe des problèmes intérieurs tchécoslovaques, et impulse les campagnes pour soutenir les éléments les plus intransigeants et

« Chaque fois que la population peut exprimer ses sentiments, elle manifeste son hostilité »

les plus durs du Parti communiste tchécoslovaque.

A cet aspect politique s'ajoute l'aspect économique. C'est la Tchécoslovaquie qui doit payer les dépenses pour le maintien des troupes, pour leur ravitaillement. Et elles occupent des casernes qui manquent aux soldats et aux officiers tchécoslovaques, et des logements qui manquent aux citoyens.

Une hostilité profonde

Tout cela fait de l'armée soviétique une véritable armée d'occupation, et l'attitude de la population est celle d'un pays occupé. Même les journaux officiels, le *Rude Pravo* (Le Journal du Parti), la radio se plaignent de l'attitude hostile de la population. Ils évoquent certains faits : quand les commerçants refusent de servir les citoyens soviétiques et que ceux-ci sont obligés de se présenter comme Yougoslaves ou bien quand les chauffeurs de taxi refusent de prendre les citoyens soviétiques.

Il y a aussi des manifestations hostiles à l'occasion des matches de hockey-sur-glace ou d'autres rencontres sportives. Chaque fois que la population a l'occasion d'exprimer ses sentiments, il y a des manifestations d'hostilité. Je crois que c'est un élément important.

La lutte pour la voie propre à un socialisme conforme aux traditions tchécoslovaques est liée à la lutte pour l'indépendance nationale. C'est cela qui rend le problème tchécoslovaque très explosif.



Jean Schubert : Quelle répression s'exerce sur la population et sur ceux qui protestent ?

Jiri Pelikan : Il faut voir que le régime actuel ne peut plus appliquer les vieilles méthodes de répression brutale contre les « ennemis » : cela signifierait une guerre contre la majorité de la population. Et les méthodes des procès truqués ont été aussi suffisamment démasqués en 1968. On ne retrouverait plus personne pour croire à l'aveu par les prisonniers de crimes qu'ils n'ont pas commis.

Interdictions professionnelles

La forme principale de la répression, ce sont les licenciements. En premier vient l'expulsion du parti — il y a un demi-million de communistes qui ont été exclus du parti, et dans la majorité des cas, ils ont aussi perdu leur poste et leur travail. En effet, seuls les membres du parti ont le droit d'avoir certains postes de responsabilité. Cette répression a surtout frappé les intellectuels, les savants, les scientifiques, les écrivains, mais aussi beaucoup de techniciens — tous s'étaient engagés politiquement, ils étaient les meilleurs éléments du parti communiste tchécoslovaque et, aujourd'hui, ils sont condamnés à travailler soit dans la production, soit à des emplois qui ne correspondent pas à leur qualification.

La seconde forme de répression consiste à refuser à des citoyens leurs droits, de faire d'eux des citoyens de deuxième catégorie, de les enfermer dans une sorte de ghetto. Par exemple, on leur coupe le téléphone, on leur retire leur permis de conduire, leur passeport. Leurs enfants sont aussi discriminés, ils ne peuvent pas être admis à l'université. Il y a toutes sortes de discriminations qui frappent les gens qui ne sont pas

« En faisant connaître largement les procédés de la répression, on peut les entraver »

d'accord avec le régime actuel. Sans doute n'est-ce pas là une répression aussi voyante, mais elle frappe beaucoup plus de gens.

Mais cela n'est pas tout. Ceux qui, malgré ces discriminations, poursuivent la lutte, subissent des persécutions policières, des arrestations et des procès politiques. La première vague des procès politiques a eu lieu en 1972, elle a frappé entre autres Jaroslav Sabata, ancien membre du Comité central du parti, Milan Hübl, lui aussi ancien membre du Comité central et recteur de l'université, Jiri Müller, qui dirigeait le mouvement des étudiants tchécoslovaques en 1968. Ils ont été condamnés à six ans et demi de prison, des dizaines d'autres à des peines de cinq ou quatre ans.

Contre la «Charte 77»

La seconde vague de procès a eu lieu après la publication de la Charte 77, donc en 1977-1978.

Il est caractéristique que parmi tous ces gens arrêtés, il n'y avait pas d'anciens capitalistes ou de gens de droite : c'étaient presque exclusivement des anciens communistes, des anciens socialistes, des trotskistes, c'est-à-dire des gens qui se réclamaient de la gauche et qui se sont engagés en 1968.

Le régime actuel ne reconnaît pas le statut de prisonnier politique : il accuse ses adversaires de « criminels », de gens qui violent la loi, même s'il est évident que ce sont les autorités elles-mêmes qui violent les lois ! Car les lois tchécoslovaques et les accords internationaux que la Tchécoslovaquie a signés reconnaissent la liberté d'expression, la liberté de grève, la liberté de religion et autori-

sent donc un mouvement comme la Charte. Mais ces lois sont bafouées par les pratiques des autorités.

Depuis la publication de la Charte 77, la répression a été surtout dirigée contre ses signataires et, en particulier, contre son courant marxiste dont Jaroslav Sabata est un représentant.

Contre les jeunes ouvriers

Mais il y a aussi une répression, qui est peut-être moins connue au niveau international, contre les jeunes ouvriers qui refusent la discipline du parti, qui refusent la culture officielle et qui se regroupent autour des orchestres de musique pop ou underground. Ils sont eux aussi persécutés par la police et des dizaines d'entre eux ont été persécutés et condamnés à des peines de prison. A l'étranger, on connaît des cas comme celui de Sabata, de Lederer, de Machacek, de Lastuvka, ou du prêtre évangélique Simsa. Mais il y a des dizaines de cas de jeunes ouvriers qui sont condamnés par des tribunaux de région ou de district et qui ne sont pas toujours connus, même à l'intérieur du pays.

Pour cette raison s'est constitué en Tchécoslovaquie, à côté de la Charte 77, un Comité pour la défense des citoyens persécutés, le VONS, qui s'occupe de tous les cas des citoyens frappés par la justice pour des raisons politiques et les porte à la connaissance de l'opinion publique tchécoslovaque et internationale en les publiant dans un bulletin. Car c'est seulement en faisant connaître largement les procédés de la police et de la justice qu'on peut les entraver. Si elles pensent que personne ne sait, elles renforcent la répression.



Un millier de signataires.

La charte 77 est une plate-forme commune qui regroupe plusieurs courants.

«Obliger le gouvernement à respecter ses propres lois»

Jean Schubert : Vous avez évoqué la « Charte 77 ». Quels courants regroupe-t-elle, et sur quelle base s'est-elle développée ?

Jiri Pelikan : Je crois qu'il faut revenir à 1968. Après la défaite du Printemps de Prague par l'intervention soviétique, tous les courants politiques indépendants ont été éliminés du Parti communiste tchécoslovaque et des institutions officielles. Il n'est plus possible de mener au sein du parti un débat pour la recherche de solutions. Toute la vie politique parallèle se trouve donc en dehors du parti et en dehors des institutions officielles. Il y a bien sûr des courants différents.

Des courants différents

Il y a d'abord le courant qu'on pourrait appeler « eurocommuniste », ou « communiste », qui regroupe les communistes qui ont été exclus du parti, mais qui restent fidèles à l'esprit du Printemps de Prague. Il y a aussi le courant « radical » qui critique le courant communiste pour les illusions que celui-ci avait sur l'Union soviétique ou sur la possibilité de réformer le parti et le système de l'in-

térieur et qui cherche une solution révolutionnaire. Et puis, il y a un courant qu'on peut appeler « socialiste » ou « social-démocrate » qui s'adresse à l'Internationale socialiste, même si l'on ne peut pas l'identifier au parti social-démocrate : ses tenants pensent que le parti communiste a trahi les aspirations du peuple et qu'il faut construire un nouveau parti qui doit être celui du socialisme démocratique. Et puis il y a un courant chrétien, assez fort en Tchécoslovaquie, un courant nationaliste et un courant trotskiste qui se réfère à une ligne connue...

Tous ces courants existent, mais pas sous une forme organisée comme dans les pays de l'Ouest. Car il est impossible de construire une organisation structurée qui ait des réunions et une vie démocratique. Ce sont plutôt des courants de pensée qui se regroupent autour de différents journaux clandestins ou de différentes personnalités qui les représentent.

Jusqu'en 1977, le seul courant qui pouvait s'exprimer publiquement et qui manifestait sa présence à chaque occasion, c'était le courant des anciens communistes qui faisaient des déclarations individuelles ou collectives. Maintenant, la Charte 77 est une plate-forme commune pour tous ces courants qui se sont mis d'accord, après les accords d'Helsinki et après

que le gouvernement tchécoslovaque ait eu approuvé la Convention internationale sur les droits de l'homme, pour considérer ces accords comme une base commune à partir de laquelle pourrait être défendue la possibilité de participer à la vie du pays. Cela est bien garanti par la Constitution, mais cela n'est pas respecté par le gouvernement.

Une plate-forme commune

On ne peut pas dire que la Charte 77 soit une plate-forme unitaire de l'opposition. C'est une plate-forme commune sur la base de laquelle les différents courants peuvent se rencontrer et agir dans la même direction, c'est-à-dire pas avec le but de changer le régime et de prendre le pouvoir, mais simplement pour obliger le gouvernement à respecter ses propres lois et ses propres engagements internationaux. Au-delà de cette base, il y a des divergences entre les différents courants sur les projets politiques.

La Charte est donc une plate-forme commune qui n'estompe pas les différences, ni actuellement, ni à l'avenir. On l'a vu même au travers des débats qu'il y a à l'intérieur de la Char-

te. Certains veulent transformer la Charte en parti politique, d'autres estiment que la Charte doit seulement s'adresser au gouvernement et proposer des solutions aux problèmes concrets. D'autres encore estiment qu'on ne peut rien attendre des autorités, mais qu'il faut s'adresser à la population et diffuser les documents de la Charte parmi elle. Il y a actuellement un débat comme celui-ci à l'intérieur de la Charte.

Débats à l'intérieur de la «Charte 77»

Il y a un autre problème : comment assurer une réelle vie démocratique de la Charte, qui a un millier de signataires, mais seulement trois porte-parole qui signent tous les documents. Comment associer tous les signataires à l'élaboration de ces documents, et comment associer les autres citoyens à cette élaboration. Jaroslav Sabata a vu le danger que la Charte, du fait de la répression à laquelle elle est soumise, ne s'enferme dans un ghetto et ne s'isole de la majorité de la population. Et je crois qu'une des solutions qui se fait jour, c'est que la Charte soutienne des initiatives politiques parallèles, comme le Comité de solidarité avec les citoyens persécutés (VONS), et toute l'information parallèle qui existe : des journaux clandestins, des samizdats circulent dans le pays, comme par exemple notre journal *Listy* (qui n'est pas fait par des exilés pour des exilés, il est écrit surtout par des camarades qui sont dans le pays, il est imprimé à l'étranger et de nouveau envoyé en Tchécoslovaquie).

Il y a aussi une maison d'édition, *Edice Pellice*, qui a déjà publié 150 titres (romans, poèmes, livres politiques).



«La plus grande faute que nous avons commise c'est d'avoir sous-estimé le rôle impérial de l'URSS»

Il y a aussi des universités parallèles à Prague, à Brno, à Bratislava, où enseignent les professeurs exclus de l'université et que fréquentent les étudiants qui n'ont pas le droit d'étudier. Il y a d'autres initiatives dans le domaine de la religion ou des syndicats.

Tout cela montre qu'à côté de la Charte se développe une vie parallèle, politique, idéologique, culturelle qui, certes, ne peut pas changer la situation pour le moment, mais qui est en quelque sorte une préparation des cadres et des esprits pour des changements.

Jean Schubert : Revenons un peu à 1968. Tout le monde était alors contre l'occupation, aussi bien le peuple que les organismes dirigeants du pays. Alors, pourquoi l'Union soviétique a-t-elle pu envahir le pays si facilement et ensuite « normaliser » le pays comme elle l'entendait ?

Jiri Pelikan : Il faut être réaliste. Un petit pays comme la Tchécoslovaquie ne peut pas s'opposer sur le plan militaire à une grande puissance comme l'Union soviétique. La Tchécoslovaquie n'a pas une jungle ou de grandes montagnes d'où l'on pourrait mener une guerre de partisans, une guérilla.

Les erreurs de la direction Dubcek en 1968

La grande faute que nous avons commise en 1968, c'est d'avoir sous-estimé le rôle impérial de la direction soviétique actuelle. La direction Dubcek

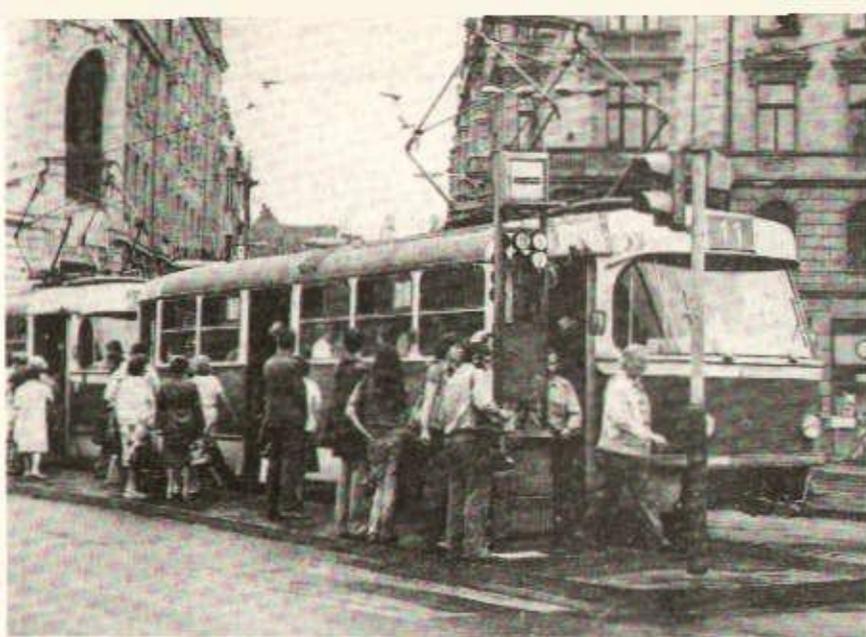
était convaincue — et nous l'avons alors suivie dans ce sens — que l'Union soviétique pourrait tolérer un socialisme différent en Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, il est clair que la direction soviétique ne pouvait ni ne voulait le tolérer ni en Tchécoslovaquie ni ailleurs, parce qu'un tel socialisme différent dans un pays aurait des répercussions dans les autres pays socialistes, et donc à l'intérieur de l'Union soviétique elle-même.

En s'embarquant sur cette voie nouvelle, la direction Dubcek n'a pas apprécié correctement le développement du régime soviétique, elle n'a pas tenu compte du danger d'intervention. Elle n'a pas pris de contre-mesures comme la mobilisation de la population, de l'armée, de la milice ouvrière. Elle aurait dû dire clairement aux Soviétiques que nous ne voulions pas briser nos alliances, mais que nous étions prêts à nous défendre, elle aurait dû rechercher des alliances au niveau international, soit avec des pays socialistes comme la Yougoslavie, la Roumanie ou la Chine, soit vers le Mouvement communiste et socialiste international. La direction Dubcek a fait tout l'opposé. Pour ne pas provoquer Moscou, elle n'a pas révélé à la population les divergences qu'il y avait avec Moscou. Elle a contribué à semer des illusions sur l'attitude des dirigeants soviétiques, elle n'a pas mobilisé l'opinion publique ni l'armée, elle n'a pas cherché d'alliances internationales.

Ces leçons sont utiles aujourd'hui, pour tous ceux qui veulent construire une société différente. Les dirigeants

LES CAHIERS LISTY

Abonnez-vous aux *Cahiers Listy*, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque. Édition trimestrielle en français. L'abonnement d'un an : 18 F. Écrire à : Comité international contre la répression. BP 221 75564- Paris Cédex 12.



Les tramways tchécoslovaques — une production de renom... malmenée par l'URSS. La Tchécoslovaquie a dû abandonner beaucoup de clients pour satisfaire les besoins soviétiques. Puis, l'URSS a cessé ses commandes. Reconversion de l'usine de Pilsen. Et voici qu'en 1975, l'URSS repasse ses commandes et se plaint de n'être pas livrée assez vite. (photo HR).

roumains, et surtout les dirigeants chinois ont tiré les leçons de cette expérience et ils adoptent une position tout à fait différente : ils mobilisent leur opinion publique contre ce danger d'intervention soviétique, ils cherchent des alliances internationales pour ne pas rester isolés. C'est là la seule voie pour décourager l'Union soviétique de tenter une nouvelle opération de type tchécoslovaque ou aujourd'hui de type cambodgien.

Jean Schubert : Au sein du Pacte de Varsovie, la Roumanie a été le seul pays à condamner l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie. Et les événements des derniers mois ont confirmé qu'elle s'en tenait à son attitude de résistance à Moscou. Comment analysez-vous son attitude ?

La politique courageuse de la Roumanie

Après l'agression de 1968

Jiri Pelikan : Bien sûr, la Roumanie est un cas spécial. Elle est toujours membre du Pacte de Varsovie, et elle maintient une position autonome sur le plan international — mais pas tellement sur le plan de la politique intérieure. Je crois que Ceausescu mène une politique très courageuse. On l'a vu au mois de novembre, quand il a dénoncé publiquement ses divergences avec Moscou et qu'il a mobilisé l'opinion publique nationale.

Il maintient ses contacts internationaux qui lui permettent d'assurer une certaine indépendance vis-à-vis de Moscou : l'amitié avec la Chine, la condamnation de l'agression contre le Cambodge, les relations avec la Communauté européenne maintenant, avec les Etats-Unis, etc. Tout cela c'est une politique très habile. Mais Moscou peut tolérer une telle politique dans la mesure où la Roumanie n'a pas de frontière commune avec le monde occidental, et cela ne représente donc pas pour Moscou un danger immédiat.

«La Roumanie mène une politique courageuse»

Ceci dit, je suis sûr que les dirigeants soviétiques travaillent pour faire rentrer la Roumanie dans le rang, comme on dit. La récente visite de Brejnev à Sofia a été un symbole de la présence soviétique dans les Balkans et aussi de la possibilité que les Soviétiques ont d'utiliser la Bulgarie comme le Vietnam des Balkans pour faire pression sur les autres pays et pour les décourager de suivre une voie socialiste indépendante.

Jean Schubert : Quelle analyse faites-vous de l'URSS aujourd'hui, de sa politique intérieure et de sa politique extérieure. L'URSS est-elle un pays socialiste ?

Jiri Pelikan : C'est très difficile de faire une analyse en quelques mots. Ce serait facile de dire que l'Union soviétique n'est pas un pays socialiste et que nous n'avons rien à voir avec elle. Mais ce n'est pas aussi simple !

Le régime actuel ne correspond pas à l'idée que Marx et Engels avaient du socialisme : ils pensaient qu'avec le socialisme, l'Etat dépérirait graduellement et qu'il y aurait une démocratie et une participation des citoyens à la gestion du pays plus large qu'en régime de démocratie parlementaire bourgeoise.

Ceci dit, je ne crois pas non plus qu'on puisse parler d'un retour au capitalisme. Il y a en Union soviétique la propriété d'Etat, qui est la seule forme de propriété à l'exception des kolkhozes. Mais cette propriété d'Etat n'est pas une propriété collective du peuple ; elle est gérée par une minorité que représente le groupe dirigeant, une élite du parti, de l'armée et de la police.



«L'URSS veut utiliser la Bulgarie comme le Vietnam des Balkans»

C'est en ce sens que certains parlent de capitalisme d'Etat en Union soviétique. Mais je ne veux pas me perdre dans des questions de formulation. Il est beaucoup plus important de voir la structure réelle de l'Union soviétique.

L'Union soviétique est gouvernée par une minorité qui est au sommet du pouvoir. Mais elle jouit d'un certain soutien de la population. D'abord parce qu'elle continue à se réclamer de la Révolution d'Octobre ; ensuite parce que les gens n'ont pas connu d'autre système politique. Et enfin parce que ce système, malgré toutes ses faiblesses économiques, idéologiques et politiques, a gagné un grand prestige sur le plan international, comme puissance militaire mondiale, ce qui correspond au vieux nationalisme russe.

Et c'est là une différence entre l'Union soviétique et les autres pays de l'Est. Dans les pays de l'Est, les « dissidents » — l'opposition même si elle est minoritaire — expriment les sentiments de la majorité de la population. Les dissidents ne sont pas isolés.

Résurgence du nationalisme russe

Je ne suis pas sûr qu'il en soit de même en Union soviétique. En fait, au moins en ce qui concerne la nationalité russe, la population se reconnaît en partie dans le régime actuel. Il en va différemment dans les républiques non-russes, en Arménie, en Géorgie, dans les pays baltes, dans les républiques asiatiques. Et des faits comme l'exécution récente de trois Arméniens ou la politique répressive menée dans les républiques baltes, en Ouzbékistan ou au Tadjikistan mon-

tre que les dirigeants soviétiques sont déjà très inquiets de l'éveil national des peuples de ces Républiques. Il y a 50 millions de musulmans qui se maintiennent comme entité nationale malgré la répression. Et depuis l'année dernière, pour la première fois, la nationalité russe ne constitue plus la majorité absolue de la population. Les autres nationalités se développent plus vite que la nationalité russe.

Le poids décisif de l'armée

Il y a un certain vide idéologique du fait que le socialisme a été discrédité par toute cette politique. Et ce vide idéologique est comblé par le nationalisme russe. La faiblesse du parti est compensée par l'organisation rigide de l'armée, qui devient de plus en plus l'élément décisif du pays, de même que l'industrie d'armement qui lui est liée. C'est elle qui a les techniques les plus avancées, où les techniciens et les savants sont les mieux payés. Tout cet establishment militaire représente, avec l'appareil du parti et de la police secrète, un pouvoir dirigeant qui s'oppose à tout changement : il pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de réformes, même limitées, car celles-ci pourraient affaiblir le régime. D'où la peur que les autorités ont des dissidents, qui sont une toute petite minorité, leur peur des livres non-conformistes, de l'art abstrait, leur peur de toute information indépendante.

Qui a peur de qui ?

Et c'est frappant de voir cela : après la Révolution d'Octobre, quand l'Union soviétique était affaiblie par

la guerre civile et la guerre impérialiste, il y avait le petit émetteur radio de Léninegrad qui diffusait vers l'Europe occidentale. Et les gouvernements occidentaux en avaient peur. Aujourd'hui, par contre, l'Union soviétique a les stations émettrices les plus puissantes du monde — mais c'est elle qui a peur des tracts, des livres édités en samizdat. C'est elle qui brouille les émissions occidentales. Cela ne montre-t-il pas de façon frappante combien le régime soviétique actuel s'est éloigné de celui qui existait après la Révolution d'Octobre ?

Tout ceci, qui est valable pour le régime intérieur, vaut aussi pour la politique internationale. L'Union soviétique contrôle certaines zones d'influence en Europe, l'Europe de l'Est. C'est la première fois qu'une grande puissance exerce un contrôle sur des pays dont le niveau économique est plus haut que le sien. Pour maintenir son influence, l'Union soviétique n'a pas les moyens politiques, économiques ou culturels comme ceux qu'avaient les anciens dirigeants coloniaux français ou anglais et les Etats-Unis aujourd'hui. Elle doit s'appuyer sur sa puissance militaire.

Le renforcement de sa puissance militaire en Europe de l'Est mais aussi en Asie et en Afrique est, je crois, caractéristique de l'Union soviétique aujourd'hui. Et quand on construit une telle machine militaire, et qu'elle devient l'élément politique décisif du pays, à la fin, on ne peut pas exclure que les contradictions à l'intérieur, qui ne sont pas résolues par des réformes ou par des solutions politiques, s'expriment par des aventures militaires à l'extérieur. C'est de cela que les camarades chinois sont préoccupés

et ils ont raison. Il ne faut pas avoir d'illusion sur l'Union soviétique « pays pacifique ». Pendant la Deuxième Guerre mondiale, elle a mené une guerre de défense. Mais cela, c'est le passé, et il semble que ce ne soit plus vrai aujourd'hui.

Une menace

Jean Schubert : L'opposition à la politique soviétique, à la répression, se développe dans tous les pays d'Europe de l'Est et en URSS. Quelles en sont d'après vous les perspectives ?

Jiri Pelikan : Il ne faut pas avoir d'illusion sur la puissance de l'opposition. Certes, elle a des racines profondes dans la réalité politique, mais elle a des possibilités très limitées de s'exprimer, à cause de la puissance de l'appareil de répression. L'opposition est minoritaire, elle doit agir en dehors des institutions et des possibilités légales. Sauf en Pologne, où elle a plus de marge de manœuvre et où elle peut s'exprimer plus librement que dans d'autres pays.

Mais l'expérience de 1968 — la défaite du Printemps de Prague — comme aussi la défaite de l'insurrection de Budapest et l'Octobre polonais en 1956, tout cela montre que les problèmes ne peuvent être résolus à l'intérieur d'un seul pays, même si l'opposition était la plus forte. Les dirigeants soviétiques peuvent toujours étouffer les changements démocratiques dans un pays en intervenant militairement.

La seule chance consiste en un développement d'un processus de démocratisation simultanément dans deux ou trois pays d'Europe de l'Est. Certes, le danger d'une intervention militaire subsisterait, mais les dirigeants soviétiques prendraient alors des risques beaucoup plus importants.

On peut imaginer que des changements aient lieu d'abord en Europe de l'Est et qu'ils aient ensuite leur prolongement en Union soviétique. Ceci est assez probable. Dans le passé, il en fut ainsi : les mouvements de libération nationale ont engendré des crises dans les métropoles.

Une autre possibilité, c'est qu'il y ait des changements au sommet en Union soviétique. La mort de Brejnev va sans doute ouvrir une voie à une lutte pour la succession. Et dans le cas d'un nouveau dirigeant style Krouchtchev, les changements en entraîneraient d'autres en Europe de l'Est.

Pour un renforcement de la lutte

Il est difficile de faire des hypothèses précises. L'essentiel, c'est que

«Il ne faut pas avoir d'illusions sur l'URSS «pays pacifique»

L'opposition doit lutter pour imposer des changements. Les changements ne viendront pas de l'intérieur des partis communistes au pouvoir — comme ce fut le cas jusqu'en 1968 —; ils seront le résultat d'une lutte acharnée de l'opposition, à condition que celle-ci réunisse à la fois les intellectuels, la jeunesse et surtout la classe ouvrière. C'est ce qu'on a vu en Pologne en

Union soviétique, etc. — sont des étapes préparatoires. Cela ne doit pas rester un mouvement moral. L'opposition doit s'occuper des problèmes des masses laborieuses, elle doit proposer une alternative, elle doit faire pression sur les groupes dirigeants pour qu'ils fassent des concessions — et pas seulement dans un pays, mais simultanément dans plusieurs.



Extraits des cahiers Listy, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque.

1970 et 1976, et c'est possible aussi dans les autres pays, mais cela demande un important travail politique et organisationnel.

Toutes les formes d'opposition que nous voyons actuellement — la Charte 77, le KOR polonais, les différents comités qui existent en

Jean Schubert : Que pensez-vous de la position des partis dits « eurocommunistes » envers l'opposition en Europe de l'Est ?

Jiri Pelikan : Je pense que l'opposition en Europe de l'Est, on ne peut pas l'imaginer sans une certaine liaison avec la lutte pour le socialisme en



«On ne peut pas être à la fois solidaire des prisonniers politiques et de ceux qui les mettent en prison»

Occident, sans la solidarité de la gauche. Je ne pense pas comme certains dissidents russes que quelque chose puisse changer en Union soviétique grâce à la pression des gouvernements occidentaux ou par des boycottages.

L'essentiel, c'est la lutte à l'intérieur du pays. Mais il est important qu'elle soit soutenue par les forces de gauche à l'extérieur.

Les limites de l'euro-communisme

Et c'est un des problèmes que nous affrontons chaque jour. Les partis « euro-communistes » — les partis italien, français et espagnol — ont critiqué l'intervention soviétique en 1968. C'était positif. Ils sont allés plus loin qu'en 1956 dans le cas de la Hongrie. Ces partis ont ensuite critiqué certains aspects de la « normalisation », certaines violations des lois.

Mais je crois qu'ils ne vont pas assez loin. Car si l'on condamne l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, et qu'on dit qu'on ne change pas de position, il faudrait être conséquent et demander aux dirigeants soviétiques de retirer leurs troupes de Tchécoslovaquie. Elles n'ont rien à y faire ! Et d'ailleurs, après 1968, les dirigeants soviétiques s'étaient engagés à les retirer après la « normalisation » qu'ils considéraient maintenant comme réalisée.

Mais nous constatons que les partis euro-communistes hésitent à faire cette demande, et ils ne l'ont pas faite.

En plus, la critique des différentes formes de persécution ne suffit pas si l'on n'aboutit pas à l'analyse des raisons de ce système. Il ne s'agit malheureusement pas d'incidents

de parcours, de cas individuels, d'exceptions à la règle. C'est plutôt la règle elle-même ! Et il faut donc se distancer très clairement de ce système. Seul le parti espagnol est allé assez loin dans ce sens — les autres sont restés à mi-chemin. Ces derniers temps, nous pouvons même constater un certain retour à la défense absolue du rôle de l'Union soviétique comme seul soutien de la paix et de la coexistence pacifique.

Un certain retour à la défense de l'URSS

On perd ainsi en crédibilité. On ne peut pas être à la fois solidaire des prisonniers politiques et de ceux qui les ont mis en prison.

Nous ne demandons aucune exclusivité. Nous demandons d'être considérés comme des alliés, comme des partenaires, comme des camarades. Quand les partis communistes italien ou français invitent une délégation à son congrès ou en envoient une en Tchécoslovaquie, nous pensons qu'ils doivent aussi inviter les représentants de l'opposition, discuter avec eux,

connaître leurs opinions — et enfin choisir quel est le vrai allié de la lutte pour le socialisme — choisir si, pour la Tchécoslovaquie, c'est Husak ou Dubcek, si, pour l'Allemagne, c'est Honecker ou Havemann ou Rudolf Bahro.

Je comprends très bien qu'il s'agit d'un problème complexe, que ces partis doivent se débarrasser d'un certain héritage du passé, quand la solidarité avec l'Union soviétique était considérée comme la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien. Il y a eu après 1968 certains développements positifs, il y a eu une plus grande sensibilité aux problèmes de l'Europe de l'Est, une attitude plus critique envers l'Union soviétique, mais il y a toujours cette idée fixe que l'Union soviétique est toujours la condition indispensable de la paix et du socialisme, et qu'il ne faut rien faire pour lui nuire. Il y a encore beaucoup d'ambiguïtés, qui enlèvent beaucoup de crédibilité à ces partis auprès de l'opinion publique.

Propos recueillis par Jean Schubert

Note : Les titres et intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.

A LIRE

Jiri Pelikan : *Si l'on me tue...* ; Grasset ; 45 F (récit autobiographique).

Ici Prague. L'opposition intérieure parle ; Seuil ; 45 F (Recueil de documents de l'opposition présentés par J. Pelikan).

Le Congrès clandestin. Présentation de J. Pelikan ; Seuil ; 35 F. (Documents du XIVe Congrès du Parti le 22 août 1968).

En vente dans les librairies : Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 - Paris
La Force du livre, 33, rue René Leynaud 69001 - Lyon et par correspondance à E-100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris.

IRAN

Un avenir incertain

Une page est désormais tournée à Téhéran. Chassé par l'insurrection de tout un peuple, il semble désormais tout à fait improbable que le Shah retrouve un jour son trône. Où va donc l'Iran aujourd'hui ? Il est encore trop tôt pour répondre à cette question, car une situation nouvelle est en plein développement. Bientôt, sans doute, le peuple iranien sera appelé à se rendre aux urnes pour répondre à cette unique question : « Voulez-vous l'abolition de la monarchie et son remplacement par une République islamique ? ».

La réponse ne fait guère de doute. Mais elle sera loin de régler les nouveaux problèmes qui surgissent et dont la solution pèsera lourdement sur l'avenir du pays et aussi sur l'ensemble de la situation internationale.

Car les forces politiques qui se sont coalisées pour abattre le régime honni des Palhavi sont loin d'être homogènes. Leur but commun étant maintenant atteint, les options divergentes ressurgissent et chacun compte ses forces pour se lancer dans les nouvelles confrontations qui se dessinent ces jours-ci.

Des forces non-homogènes

L'emprise de la hiérarchie chiite — les ayatollahs et les mollahs — sur le mouvement populaire n'est pas si totale qu'on a bien voulu la dépeindre à un moment. Le raz de marée qui a soulevé tout le peuple contre la dictature sanglante du Shah s'est rassemblé sur deux revendications fondamentales : les libertés démocratiques et l'indépendance nationale, cette dernière étant surtout perçue par rapport aux USA, omniprésente dans le pays et pilier de la dynastie Palhavi.

Ce sont ces prises de position en faveur de ces deux revendications qui ont fondé le soutien populaire à Khomeiny, et aussi le fait que sous le règne de terreur de la Savak, les seuls lieux de contestation possibles étaient les mosquées.

D'autres courants

Mais d'autres forces politiques se sont révélées dans cette dernière période de qui leur a permis de se développer et de tester leur influence. Dans les milieux étudiants notamment, foyer traditionnel de contestation contre le

Shah, deux organisations, les Fedayins se réclamant du marxisme et les Moudjahidin, se définissant comme « révolutionnaires islamiques », ont joué un rôle actif pour « radicaliser la révolution » et exercer un « contrôle populaire » sur la hiérarchie chiite. Elles ne voient pas d'un œil très favorable l'instauration de la République islamique. Elles organisent activement la « disparition » des armes dont elles se sont abondamment suréquipées à la faveur des derniers événements. Entraînées aux actions de commando par le passé, leurs liens avec les masses populaires semblent toujours assez faibles, bien que leurs activités contre le Shah aient tissé autour d'elles une certaine sympathie.

Le Parti Toudeh, antenne de l'URSS

Le Parti Toudeh, lui, représente une claire antenne du social-impérialisme soviétique en Iran. Ses forces sont faibles — autour de 3 000 adhérents — et son influence très réduite dans le pays du fait de ses trahisons passées. Mais ses cadres, tous réfugiés en RDA comme son secrétaire général Israndri, sont formés à l'école de Moscou.

Il peut représenter un noyau organisé et dispose du soutien et de l'aide matérielle de l'URSS. Qu'on se souvienne de l'influence, sans commune mesure avec ses forces, prise par le PCP de Cunhal lors des événements du Portugal.

Les partis modérés, par contre,

comme le Front national, qui revendiquent l'héritage spirituel de Mossadegh, semblent avoir été quelque peu dépassés par les événements sans avoir pu jusqu'ici, peser d'un poids considérable sur leur développement

L'inquiétude de la classe ouvrière

La classe ouvrière de son côté, n'entend pas être frustrée du fruit de sa lutte. La grève du secteur pétrolier notamment a en effet pesé très lourd dans la chute du Shah.

La résistance qu'elle a opposée quelques temps aux mots d'ordre de reprise de l'activité, lancés par Khomeiny, témoigne qu'elle a quelques inquiétudes sur les garanties qui lui sont fournies quant à ses propres revendications.

L'armée divisée

L'armée enfin, qui était en passe de devenir la troisième du monde est, certes, profondément divisée. Un coup de force des éléments les plus réactionnaires en faveur d'un éventuel retour du Shah semble toutefois sans avenir.

C'est le rapport de forces entre les différents éléments qui composent cette mosaïque qui va décider de l'orientation réelle du pays.

Sur le plan international

Un élément joue en faveur de la consolidation du pouvoir de Khomeiny et d'un relatif statu quo de l'attitude de l'Iran par rapport au reste du monde. C'est qu'au fond, la dictature Palhavi chassée, le pouvoir demeure entre les mains de la classe bourgeoise iranienne. L'indéniable et spectaculaire affaiblissement de l'impérialisme américain peut aussi contribuer à ce que se trouve un certain arrangement avec lui.

Les dernières déclarations annonçant que l'Iran continuera de fournir du pétrole aux USA vont dans ce sens. Mais en même temps, l'URSS a les coudées plus franches pour tenter désormais de faire progresser son influence dans le pays. Trop d'exemples récents montrent que pour gagner l'indépendance, il ne suffit pas de « chasser le loup par la porte de devant si on n'empêche pas en même temps le tigre d'entrer par la porte de derrière ». Moins que jamais, la vigilance du peuple iranien pour la défense de son indépendance et de sa liberté ne doit se relâcher.

Annie BRUNEL

Chine - Vietnam

Réactions dans le monde

Lundi 18 en différents points du métro à Paris fleurissent des bandeaux roses imprimés : « A bas l'agression de Pékin contre le Vietnam ! Soutien total au Vietnam ! Vive l'amitié entre les peuples chinois et vietnamien ! Courageusement, ces affiches ne sont pas signées. On peut toutefois légitimement se demander, étant donné leur contenu si favorable aux thèses

de Hanoï, si les services de propagande de l'ambassade du Vietnam ou ceux du PCF n'ont pas quelque chose à voir dans cette propagande anonyme...

Les limites de l'eurocommunisme

Santiago Carrillo, chef de file du parti révisionniste espagnol, a déclaré :

Répression colonialiste à Tahiti

La Cour d'assise de Papeete (Tahiti) vient de révéler une nouvelle fois l'image du colonialisme français. A l'issue d'un procès dont la procédure s'est révélée plus que douteuse, les verdicts sont tombés particulièrement lourds : 20 ans de travaux forcés pour quatre des accusés, 10 ans de réclusion criminelle pour un cinquième, cinq ans pour deux autres !

Les criminels ? Des Polynésiens militants pour l'indépendance de leur pays. Tahiti. Leur crime ? Le plasticage de l'hôtel de la Poste de Papeete lors de la venue d'Oliver Stirn, le 12 août 1977. Une action qu'ils reconnaissent et qu'ils expliquent dans le cadre de leur lutte contre une oppression coloniale toujours bien réelle si elle se fait aujourd'hui moins spectaculaire. Mais ce n'est pas tout. On en a profité pour leur coller sur le dos la responsabilité de l'assassinat du PDG de la filiale locale de l'Air liquide, mort mystérieusement quelques jours après ce plasticage. Et cette responsabilité-là, ils l'ont toujours niée. Mais l'occasion était trop belle pour se débarrasser de gêneurs qui començaient à être entendus. De procédure irrégulière en procès expéditif l'issue était certaine pour ceux qui avaient osé dire que les Polynésiens n'avaient pas à faire les frais de l'expérimentation de la bombe française.

Ils ont été transportés ces jours-ci à Fresnes, en espadrilles et maillots de corps, malgré le froid, isolés dans des quartiers différents ce qui, en raison de leur mauvaise connaissance du français, leur interdit toute communication et ce, malgré les protestations de leurs avocats.

De gauche à droite : Marcel et Jonas Tahutini, vingt ans de travaux forcés. Prosper Faovra, cinq ans d'emprisonnement.



« La Chine qui parle de lutte contre l'hégémonie vient de commettre contre le Vietnam une agression qui est un authentique exemple d'hégémonie ».

Berlinguer, plus nuancé, déclarait de son côté à Rome : « Bien que les communistes italiens aient toujours cherché à comprendre les problèmes énormes d'un pays comme la Chine... refusant à son égard les anathèmes, les excommunications, les condamnations sommaires, ... ils n'hésitent pas à exprimer la plus large réprobation envers l'attaque chinoise contre le Vietnam... qui fait surgir d'inquiétantes interrogations sur la ligne générale de la politique de la République populaire de Chine en rapport à la situation mondiale ».

Voilà qui marque bien clairement les limites des partis eurocommunistes qui demeurent sagement alignés sur Moscou pour tous les grands problèmes de la situation internationale.

Moscou menace

L'URSS qui a signé l'été dernier un traité de coopération y compris militaire avec Hanoï prévoyant un « appui mutuel pour toute partie engagée dans un conflit » vient de lancer un « grave avertissement à Pékin » et assure le Vietnam de sa « solidarité complète ». Pour les menteurs du Kremlin, agresseurs du Kampuchea par Vietnam interposé, « le Vietnam a refusé de contribuer à l'expansion chinoise en Asie du Sud-Est... il est devenu un sérieux obstacle à l'accomplissement des rêves d'hégémonie de Pékin... L'attaque chinoise montre l'irresponsabilité de Pékin à l'égard de la paix, une légèreté criminelle dans le recours aux armes ».

Les USA ménagent la chèvre et le chou

Les USA ont, dans une formule très prudente, condamné « l'apparente invasion » du Vietnam par la Chine, en la mettant sur le même plan que la récente invasion du Kampuchea (Cambodge) par le Vietnam. Le Conseil national de sécurité américain, réuni d'urgence, aurait adopté la position suivante : pas d'intervention directe, décourager une intervention de l'URSS, offensive diplomatique à l'ONU pour proposer une solution pacifique qui passerait par le retrait simultané des Chinois du Vietnam et des Vietnamiens du Cambodge.

Annie BRUNEL

«Grande peur et misère du 3e Reich» de Brecht

Cet ensemble de vingt-quatre saynètes a été écrit par Brecht en exil, d'après des récits de témoins et des coupures de journaux. C'est un tableau de la vie quotidienne en Allemagne, de la prise du pouvoir par Hitler en 1933 jusqu'à l'annexion de l'Autriche en 1938.

Ces saynètes s'enchaînent à un rythme époustoufflant comme autant de petits sketches pour faire percevoir au spectateur quelle était la nature du nazisme. Avec une incroyable économie de moyens, largement palliée par la richesse des trouvailles, Jean-François Drevand et Les Tréteaux du Midi démontent les ressorts du système nazi. Ce sont toujours les nazis qui sont montrés du doigt et tournés en ridicule. Cette pièce montre la politique « Pas de beurre, des canons », de façon très inattendue et très comique ; elle fait aussi le lien entre capitalistes et nazis, les chômeurs en 1933 et l'antisémitisme. Du vrai théâtre et dans l'actualité !

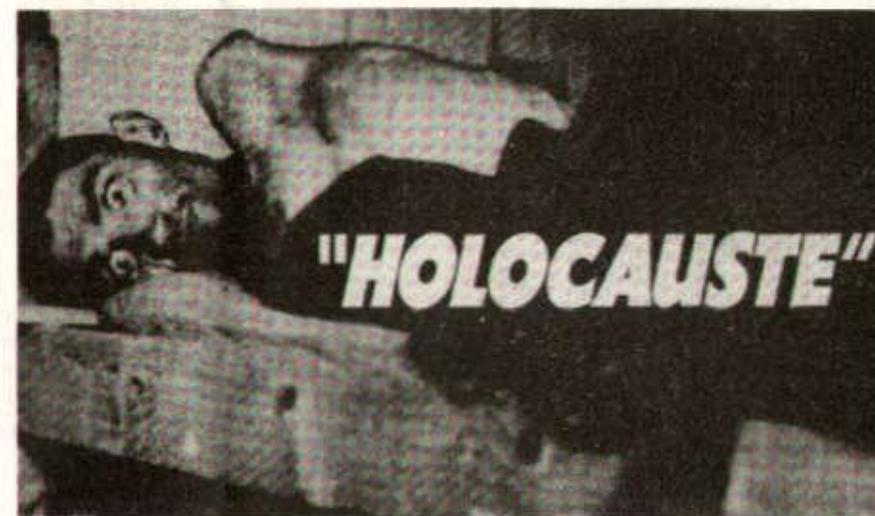


Lettres et poèmes de prison

Studios
Champs-Élysées

Maroc

Actuellement de grandes luttes se déroulent au Maroc, dans les mines de phosphate, dans les usines, les lycées, les facultés contre le régime de Hassan II. De nombreux militants mar-



TROISIEME ÉPISODE LE DIMANCHE 25 février 1979 à 20h 30
QUATRIEME ÉPISODE LE MARDI 27 février 1979 à 20 h 30
SUR ANTENNE 2

BANDE DESSINEE

Festival à Angoulême

xistes-léninistes sont actuellement en prison au Maroc. Ils ont été sauvagement torturés.

Abdellatif Zéroual est mort sous la torture. Il y aura un an que Saïda Menebhi, militante marxiste-léniniste est morte au cours d'une grève de la faim en prison pour de meilleures conditions de détention.

On vient de publier ses *Écrits, lettres et poèmes de prison* : ces textes sont remarquables. Ils dénoncent chez cette militante une certitude très forte de mener, malgré les difficultés, le bon combat, celui qui mérite tous les sacrifices et qui, tôt ou tard, aboutira ; le peuple contre les exploiters. Saïda Menebhi parle aussi des prostituées dans les prisons.

Abdellatif Laabi, grand poète marocain marxiste-léniniste est aussi en prison. Il a su faire de sa poésie le cri de tout un peuple qui lutte. De lui, il faut lire : *L'arbre de fer fleurit*. Aux Éditions Oswald, *La Poésie palestinienne de combat*, chez Oswald, *Les Chroniques de la cité d'exil* (écrits de prison) aux Inéditions Barbare, et *Le Règne de la Barbarie et poèmes oraux* aux Inéditions Barbare.

Toute la ville d'Angoulême vivait au rythme de la bande dessinée. C'est là que se tenait la convention de la bande dessinée. En effet, celle-ci est devenue, avec le cinéma, un des moyens d'expression les plus importants du siècle. Après une période où elle était uniquement destinée aux enfants, dans un monde de jeux et d'aventures, la bande dessinée s'est élargie à un nouveau public, les adultes. De plus en plus, un style nouveau rend compte de notre société, ses rêves, son univers, ses aspirations.

Toute une pléiade de journaux ont fait leur apparition ces dernières années. Ces journaux, malgré encore leur critique limitée, semblent gêner la classe dirigeante. Ciscard tente de les interdire à la vente, prétextant la loi sur les publications réservées aux enfants. L'un des journaux les plus célèbres de bandes dessinées n'a-t-il pas été sanctionnée du fait de la publication d'une de ses couvertures montrant un bébé tout nu avec la tête de Barre.

Tous les participants à cette rencontre d'Angoulême ont décidé de se mobiliser contre cette censure.

LIVRES

L'injustice racontée aux enfants

« Tu es venu au monde sur notre planète et tout ce qui se passe sur cette planète te concerne : le bonheur des hommes, leurs joies mais aussi leurs peines et leurs souffrances.

Ce livre a pour but d'encourager à lutter aujourd'hui contre les injustices. Tout devient plus simple lorsqu'on s'unit avec d'autres pour faire la même chose. Plus vous serez nombreux, plus le chemin sera facile »

C'est ainsi que Denis Langlois présente son livre à ses lecteurs. Un livre qui prend les enfants pour des responsables et leur fait faire un voyage à travers la société de l'exploitation et l'oppression. Un livre très imagé, très vivant.



Éditions ouvrières

Le pendu d'Hollywood

En 1947, un détective privé veut savoir pourquoi un de ses vieux copains, devenu scénariste dans l'Hollywood de l'après-guerre, rencontre de petits problèmes ; il découvre ce copain pendu dans un décor de western. Ses investigations l'amènent à faire la connaissance d'un certain Richard Nixon qui fait alors la « chasse aux sorcières ».

Le roman est passionnant. En utilisant le suspens propre au genre policier, il nous fait pénétrer dans l'après-guerre aux États-Unis, à Hollywood, au moment de la guerre froide et de la chasse à tout ce qui sent le communiste ou le progressiste. De la même manière que *Le Prête-nom* au cinéma, ce livre porte témoignage du macarthisme.

Vu, lu, entendu



Ce tableau intitulé *La Pourvoyeuse* est signé Jean-Siméon Chardin, peintre du XVIIIe siècle. Dans un siècle où le sommet ne pouvait être atteint que dans la peinture d'histoire

et les portraits des grands, il peignait les humbles, les objets de tous les jours avec des couleurs chaudes et une manière qui annonce Courbet.

Au Grand-Palais

MIEUX VAUT EN RIRE

Le ministère de l'intérieur tchécoslovaque organise un concours de blagues sur la police. Premier prix : 10 ans de prison. Deuxième prix : 5 ans.

Cependant les résultats ne pourront guère être proclamés avant dix ans. C'est le temps qu'il faudra aux policiers membres du jury pour comprendre les blagues.

Pourquoi les agents de la police politique circulent-ils toujours par trois ?

Le premier sait lire ; le deuxième, lui, sait écrire ; et le troisième est chargé de surveiller ces deux intellectuels.

Sur son bureau, Husak a une douzaine de téléphones. Alors, à quoi reconnaît-il le téléphone qui le relie directement au Kremlin ?

C'est simple : il n'a qu'un écouteur.

Presses-Pocket

SUPER NOIRE
collection dirigée par Marcel Achard

Le pendu d'Hollywood

PAR ANDREW BERDMAN



GALLIMARD



SUPERMAN : Hercule, Tarzan, Zorro avec un zest de Mickey

Cinéma

Personnage favori de *Action Comics Magazine* né en 1938, Superman fut le premier des super-héros américains. Richard Donner vient d'en faire une nouvelle vedette de l'écran et son film qualifié par un critique de « triomphe de la technique et de la compétence cinématographiques » a déjà battu aux USA les records de recettes de « *La Guerre des étoiles* ». D'une excellente affaire aux profits fabuleux, c'est aussi un document fort instructif sur l'idéologie américaine.

C'est une histoire édifiante qui nous est contée et ceux qui ont fréquenté le catéchisme dans leur enfance seront frappés par la ressemblance entre la vie de Jésus et celle de ce « messie » des temps modernes. Tombé du ciel, recueilli et élevé par un couple d'honnêtes fermiers américains, bébé superman parvenu à l'âge d'homme quitte sa maman qui savait bien que ce jour, qu'elle attendait avec angoisse, finirait pas venir, car elle avait pressenti que cet enfant

« miraculeux » avait une mission à accomplir.

Une histoire édifiante

A partir de ce moment Superman va voler, au vrai sens du terme, pour secourir les gens en péril, combattre voleurs et criminels et empêcher un savant pervers, devenu gangster, de mettre à exécution ses sinistres projets. Il est tout à la fois Hercule, Jésus-Christ, Tarzan et Zorro avec un zest de Mickey. Quant aux masques, l'image qu'on donne

cette superproduction est celle de badauds angoissés ou acclamant le héros, ou encore de foules anonymes en proie à la panique.

Mais dormez tranquilles braves gens, pour vous protéger des catastrophes de toutes sortes, naturelles et les autres, il y a quelque part un Superman qui veille sur vous. Il ne ment jamais, il fait des miracles, sa force colossale lui permet de détourner des fusées atomiques, d'arrêter un tremblement de terre, de réparer in extremis un barrage sur le point de céder. Eventuellement, il remonte le temps pour sauver celle qu'il aime.

L'idéologie américaine

Toutefois, lors de son ultime initiation au cours d'un face-à-face avec le spectre de son père, il s'est vu interdire de changer le cours

de l'histoire humaine. Venu d'ailleurs, il doit laisser les hommes « libres » de se déterminer eux-mêmes, agissant par son seul exemple. Superman n'est qu'un redresseur de torts, respectueux des institutions qui a priori sont bonnes, il s'agit bien évidemment des institutions du capitalisme américain.

La dernière séquence du film est à cet égard significative : le directeur de la prison à qui il vient de livrer le savant pervers et son complice lui dit qu'ensemble ils travaillent pour la même cause. Auparavant, Superman avait déjà livré aux flics plusieurs malfaiteurs, décidément ce « nouveau messie » est un excellent auxiliaire de la police.

Des sonnettes

C'est du bon cinéma, dommage que tant de prouesses techniques soient mises au service d'une histoire aussi débile et d'une idéologie si réactionnaire. Certains diront, et disent déjà, qu'il ne faut pas voir ça en intellectuel, mais avec le regard émerveillé de l'enfant. Mais nos enfants méritent mieux, ils ont droit à ce qu'on ne les endorme pas avec de pareilles sonnettes.

Henri BERTHAULT

Solution des mots croisés du n° 48

S	E	P	T	C	N	N	A	T	
E	N	A	R	G	B	A	I	S	
N	O	I	A	P	I	L	A		
T	R	A	I	T	N	A			
I	M	M	E	R	G	E	E	S	
N	I	S	E	L	N				
E	T	H	V	O	U	T	E		
N	E	R	V	E	B	U	L	E	S
T	O	U	S	A	N				
A	R	N	E	S	I	T	E		
L	U	E	P	A	T	E	S		

TELEVISION

Emission historique

« Le roi qui vient du Sud »

La télévision diffuse actuellement une émission sur Henri IV, *Le roi qui vient du Sud*. Celui de la « poule au pot tous les dimanches » et « labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France ». Encore une fois, l'image d'Épinal ne correspond pas à la réalité. Certains aspects du règne d'Henri IV sont mis dans l'ombre, la bourgeoisie montante, la paysannerie écrasée.

Pour remettre en ordre le royaume après cinquante ans de guerre civile (guerres de religion), Henri IV s'appuie sur toutes les forces politiques qui aspirent au retour des affaires, au calme. Aussi dans son gouvernement, on trouvera mêlés catholiques, protestants, monarchistes et parlementaires, malgré des divergences entre eux. Henri IV faisait l'unanimité des commerçants et banquiers catholiques et protestants, des seigneurs féodaux et des bourgeois opposés à la monarchie absolue. Les bourgeois se taillèrent une bonne place car c'est eux qui avaient les portefeuilles des finances et de l'économie (innovation pour l'époque).

Pour le développement économique

C'est à cette époque que les théories économiques du « mercantilisme » voient le jour par les livres d'Olivier de Serres (ministre de l'économie). Des industries nouvelles se développent : tapisseries des Gobelins, drap-

A cette époque, 85 % des Français sont paysans, parmi lesquels les trois quarts ne possèdent pas ou très peu de terre. Leur travail sur les terres seigneuriales, les petits métiers artisanaux sont leurs seules ressources et pour eux, il était hors de question d'adopter les « innovations » agricoles. Leur travail payé ou gratuit est la seule source de revenus de la noblesse et le règne de Henri IV est le début des difficultés de plus en plus grandes de la masse paysanne pour arriver à vivre. Cette situation ne fera que s'aggraver au cours du XVII^e siècle.

Contre la paysannerie

Exploités par les seigneurs féodaux, c'est l'argent des paysans qui va financer la construction de

châteaux Renaissance la Place Royale et le Pont Neuf à Paris ainsi que le canal de Briare. La fringale de construction, de luxe des riches, la reprise des guerres aux frontières font qu'à la fin du règne de Henri IV, l'ambassadeur anglais écrira : « On tient les paysans dans une telle sujétion qu'on n'ose pas leur donner des armes (pour la chasse)... On leur laisse à peine de quoi se nourrir ».

En fin de compte, que reste-t-il du règne de Henri IV ? Une étape décisive dans l'instauration de la monarchie absolue, l'Édit de Nantes annulé par Louis XIV. Quant à « la poule au pot », les grandes révoltes paysannes recommencent partout au XVII^e, montrant bien l'inanité des mesures partielles toujours remises en cause.

Estelle DELMAS

LE TRAVAIL DE LA SOIE A L'ÉPOQUE D'HENRI IV

Des industries nouvelles se créent c'est l'époque de la montée de la bourgeoisie.



«Une ville à prendre»

Un film à voir



L'URP CFDT vient de produire un film sur la vie des travailleurs dans la Région parisienne. Ses objectifs et ceux de son équipe de la CFDT étaient de décrire la vie des travailleurs dans la ville, de les laisser poser des questions, et délibérément de ne pas aborder les problèmes de stratégie et d'organisation, dans le souci de laisser chacun, à partir de la réalité qu'il montre, trouver ses propres réponses.

Quand on a vu « La Ville à prendre », on pense qu'ils ont réussi à dépeindre une réalité, riche, dure, qui prend à la gorge et en même temps, à faire un « vrai » film, un film prenant, un film « spectacle », qu'on ne va pas voir par devoir.

Les travailleurs prennent la parole

Pas de refus de la ville, ni de rêve de retour à la campagne dans ce film construit pour faire le tour d'une réalité : villes nouvelles, vieux quartiers, c'est là que les hommes vivent et le film les montre à travers les âges, grandissant, travaillant, aux portes de la mort...

Tous témoignent par leur souffrance ou par leur lutte, par leur espoir ou leur

désespérance, que pour prendre la ville, les travailleurs doivent d'abord changer les rapports sociaux, les rapports de production et les rapports humains. Ce ne sera pas pour demain sans doute, mais en attendant, ils prennent la parole !

Un film sans concessions

Et c'est là que le film nous touche au plus profond. Pas de concessions dans ces témoignages parfois terriblement cruels de ceux, plus faibles, que la société capitaliste opprime jusqu'à les détruire presque : vieillards usés, enfermés dans les « mouroirs » et complètement rejetés, adolescents laissés à l'abandon sans rien pour les

accueillir que les cars de police et les commissariats, chômeuses enfin que la misère amène à la prostitution... Actes d'accusation accablant d'un système social.

Mais en même temps, dynamisme et force créent l'écran. « Nous ne sommes pas des objets, nous avons quelque chose à dire » déclare une ouvrière et c'est bien ce « quelque chose à dire » qui traverse tout le film et lui donne sa force. Quelque chose à dire sur l'oppression, sur les rouages du système mais aussi sur l'aspiration profonde à changer et même à prendre déjà en main cette bataille.

Un film qui donne confiance en l'avenir

Face aux forces de destruction du système, la vie

est là qui résiste et refuse de laisser les hommes devenir des robots : on peint le béton, on plante des arbres, on retrouve le goût de la fête et du spectacle, on réclame le droit de connaître son voisin, « mon premier parent » dit un travailleur malien, on essaie de trouver d'autres rapports avec les enfants.

Tous les travailleurs se retrouveront sans doute dans ce film, étonnés peut-être de la richesse d'une réalité qu'ils vivent tous les jours, eux que la bourgeoisie prive de la culture et essaie de persuader qu'ils n'ont rien à dire. Un film fort qui donne confiance dans l'avenir. Patrick Brunie et son équipe ont mis leur sensibilité et leur art au service de la classe ouvrière.

Claire MASSON



Photo HR

Le foot en crise !

Le football est de loin le sport le plus populaire en France. Le nombre de ses licenciés est très élevé : 1 500 000 (contre 144 000 en 1930). En 1978, quatre millions trois cent mille spectateurs payants ont assisté aux matches de première division, laissant aux guichets près de 950 millions de francs. Autre chiffre impressionnant : les 200 millions qui constituent le montant du chiffre d'affaires du football professionnel. Au regard des vingt dernières années, ces chiffres peuvent laisser croire que ce sport connaît une bonne santé. C'est là une illusion qui a son origine dans le recul du football professionnel au cours des années soixante, après les brillants résultats de l'équipe de France et du stade de Reims à la fin des années cinquante et divers scandales.

40 millions de déficit

Ces chiffres n'empêchent pas que le football professionnel soit en crise. Nombre de clubs connaissent un déficit chronique et plusieurs sont en faillite. Pour l'ensemble des 36 clubs français le déficit a atteint en 1978 la somme de 40 millions de francs. En 1979, il sera encore plus important. Jamais en effet, le football professionnel n'avait vu se succéder un nombre aussi rapide de faillites ou de dépôts de bilan. Les derniers touchés sont les clubs de Rennes, du Red Star de St-Ouen et du plus prestigieux d'entre eux, le stade de Reims. Dans les prochains mois, d'autres clubs viendront les rejoindre sans doute et s'ajouter à la liste des 56 clubs professionnels (sur un total de 85) qui depuis 1932 ont

fait faillite.

Pourquoi une telle faillite ?

Bien que régis par la loi de 1901, et étant en principe des associations à but non-lucratif, les clubs professionnels sont en réalité des associations dont l'existence tient aux profits qu'elles réalisent. La grande question pour les clubs est de faire venir toujours davantage de spectateurs afin d'accroître les recettes. La condition qui est pour aujourd'hui de mise pour atteindre ce but est que l'équipe gagne des matches et se trouve bien placée au classement du championnat. Il est évident que quatre ou cinq équipes seulement peuvent prétendre au titre de champion et caresser l'espoir de participer à une coupe européenne. Quelques clubs (Strasbourg,

St-Étienne, Nantes, Monaco, Bordeaux) sont à peu près les seuls dont le budget soit en équilibre. Les autres, condamnés à la médiocrité dans laquelle les enferme une conception du sport élitiste, sont victimes de la politique de prestige qui ronge le football professionnel. Cette politique les condamne au déficit chronique et parfois au scandale financier (comme pour les anciens dirigeants de Marseille ou de Paris-St-Germain).

Les dirigeants des clubs, en effet, pour attirer le public et faire des profits, ont pris l'habitude de faire venir des vedettes payées à prix d'or. Ces dépenses (des dizaines, voire des centaines de millions de centimes) outre le fait qu'elles ne changeaient rien en général aux résultats de l'équipe et à la désaffection du public ont pour conséquence d'endetter le club. Trois clubs ont particulièrement développé ce genre de méthode : Nice, Paris SG et Marseille. Ce dernier club dont le déficit a atteint 6 millions il y a quelques années l'a été en 1978 pour la somme de 1,5 à 2 millions. Pour pouvoir continuer le championnat, il a dû emprunter un million à la municipalité. Nice et Paris SG connaissent eux un déficit chroni-

Henri MAZERAU

du patron. Les ouvriers montent une coopérative ouvrière après le départ du patron escroc. Celui-ci revient réclamer son bien ; il est tué par un petit employé, Monsieur Lange. Le crime est symbolique, l'essentiel restant l'unité et la lutte. Un conte philosophique, plein de tendresse, de verve et d'humour.

La Vie est à nous. C'est le premier grand film militant jamais réalisé en France. Renoir le fit pour le Parti communiste. Un très beau film qui montre les luttes des travailleurs, des paysans qui s'opposent aux saïses de cheptel, une ouvrière aux prises avec un contremaître dans une usine, un intellectuel chômeur qui manque d'être recruté par les Croix de feu et est recueilli par des militants des Jeunesses communistes.

En 1938, Renoir termine *La Marseillaise* sur la mobilisation des masses pendant la Révolution française. La réalisation de ce film est le fruit d'une souscription populaire organisée par la CGT. En 1939, dans *La Règle du jeu*, il dépeint les bourgeois mais aussi leur personnel de maison. Pendant la guerre, il réalisera aux USA, *L'Homme du Sud*, plus tard *Le Carrosse d'or*.

La production cinématographique de Renoir est monumentale. Il a aussi réalisé *La Grande Illusion*, *Nana*, *La Bête humaine*.



Jean Renoir (à gauche) dans la « Règle du jeu » en 1939.

Mais ses œuvres les plus significatives et les plus riches, il les a créées dans les années trente, à l'époque des grandes luttes de la classe ouvrière. Cette montée de la classe ouvrière a marqué avec lui tout le courant réaliste poétique, mais c'est Renoir, mieux que tout autre, qui a porté au cinéma les aspirations des travailleurs. Il a donné ses lettres de noblesse au cinéma militant avec *La Vie est à nous*. Maître du réalisme poétique, il a ouvert la voie au néo-réalisme italien. Ses œuvres sont belles parce qu'elles traduisent la réalité.

Le réalisme poétique

Renoir et Duvivier, les meilleurs réalisateurs du courant réaliste poétique.

Une production monumentale.

Renoir apparaît comme le meilleur réalisateur du courant réaliste poétique. Ce courant est apparu dans le cinéma français après l'avènement du parlant. Ces films reflètent la réalité sociale des années trente. Le premier représentant en est René Clair. Dans « *Nu comme un ver* », film de 1932, Milton parlait qu'il deviendrait milliardaire en escroquant les monts-de-piété... Certains hommes d'affaires en faisaient alors autant : au krach Oustric, succédait un scandale des monts-de-piété : l'affaire Stavisky. Dans « *Le million* » (1931) qui succède à « *Sous les toits de Paris* », le héros lancé à la poursuite d'un billet de loterie gagnant est talonné par des amis maladroits ou malveillants et par la troupe des fournisseurs : le boucher, la crêmière, le boulanger. Dans « *A nous la liberté* » de 1932, René Clair montrait un évadé, devenant millionnaire par le commerce des tourne-disques. Par le biais comique, René Clair voulait s'attaquer à de grands problèmes, la rationalisation, le machinisme et le travail à la chaîne qu'il comparait au travail des prisons. Ce film est marqué par Chaplin et en retour on peut affirmer que René Clair a influencé « *Les Temps modernes* ».

Avec « *Quatorze Juillet* », René



Clair dépeint le faubourg, les chansons populaires, la gouaille parisienne. Jean Vigo dans l'« *Atalante* » qui se déroule dans une péniche de marinière, filme avec une grande poésie les rives du canal, les faubourgs, la banlieue. Il faut noter l'influence de Pagnol sur les réalistes poétiques. Ce dernier a prouvé, malgré ses limites, dans un moment d'incertitude, qu'on pouvait obtenir le succès à partir de sujets tirés de la réalité nationale, avec « *Angèle* » et « *La Femme du boulanger* ».

Julien Duvivier est un représentant très significatif de ce courant du réalisme poétique. Dans la « *Belle équipe* » réalisée en 1935, plusieurs chômeurs montent une entreprise coopérative, une guinguette, dans la banlieue parisienne. Leur effort est près d'aboutir quand un gendarme vient expulser un des hommes, un immigré recherché par son gouvernement et réprimé. Duvivier met en scène des ouvriers. L'immense élan populaire qui va de 1934 à 1936 et annonce le Front populaire se reflète dans le cinéma et dans les arts. Ce n'est pas un hasard si le réalisme poétique est un des grands moments du cinéma français. Marcel Carné, souvent associé à Jacques Prévert, dans « *Quai des brumes* » et « *Le jour se lève* » dépeint les faubourgs et la banlieue.

Courrier des lecteurs



«D'autres façons de parler cinéma»

L'évolution de cet organe de presse depuis ses débuts, au printemps 1977, appelle sans conteste, à mes yeux, un bilan positif. Je souscris également entièrement à l'annonce d'intentions formulée pour 1979 à côté du questionnaire. En particulier, la formule du « dossier » me semble intelligente, sous réserve qu'elle n'écrase pas par un trop grand volume, l'ensemble du journal : c'est-à-dire que 12 pages d'espace rédactionnel à cette fin sont un maximum assez large à ne pas dépasser, en n'hésitant pas de surplus à accorder une grande place à l'illustration (photos, caricatures, fac-similés, graphiques parlants, cartes...).

La rubrique « Front culturel » a incontestablement besoin d'être développée. Bien entendu, on ne peut pas s'imposer de tenir régulièrement, dans chaque numéro, toutes les sous-rubriques qu'il peut comporter : cinéma, télévision, théâtre, musique, livres, sciences, arts, etc., sous peine de se cantonner à 1/5e de colonne pour chacune d'elles ! Il faut donc réaliser une certaine alternance, en fonction des événements marquants du moment dans tel ou tel domaine. C'est ce qui est fait jusqu'ici, au reste, me semble-t-il, mais avec trop peu de pages.

(...) Je serais intéressé par la participation à la rubrique cinéma. Je n'ignore pas que celle-ci presque habituellement au

fil des numéros désormais, est déjà assez bien lotie et a été servie par des articles généralement bons, parfois même excellents (ceux sur Chaplin ou Ivens, notamment). Toutefois, comme il est parfaitement possible, à côté de la critique assez développée d'un film ou de l'évocation de l'œuvre d'un cinéaste, de concevoir d'autres façons de parler de cinéma, et comme il peut être intéressant pour vous d'avoir un plus large choix dans les propositions de critiques de films, ou même simplement les avis divers des lecteurs,

«Il y a tant de choses à dire sur les femmes»

On voulait dire qu'on trouve la presse bien améliorée. Bien sûr, et malheureusement, on n'a pas le temps de tout lire, mais on lit plus qu'avant car quand on est fatigué, on ne fait pas trop d'efforts pour lire le soir. C'est une bonne idée de faire des mots croisés même s'ils sont durs ! Les dossiers sont très bien et deviennent indispensables maintenant. On a quelque chose à se mettre sous la dent. Ce serait bien, petit à petit, de faire des articles pratiques (façons de se soigner pas cher, cuisine, vacances, etc).

Une autre chose nous a fait très plaisir, c'est l'appel aux femmes pour commencer quelque chose de sérieux. Mais c'est bien vague de vouloir écrire quelque chose sur les femmes. Il y a tant de choses à dire ! A la campagne, les problèmes des femmes sont différents qu'à la ville, mais aussi immenses et en plus, la tradition pèse souvent lourdement...

Une agricultrice.

«Le culturel doit être d'actualité»

26 ans, pupitreur PTT

Je suis assez satisfait du bimensuel et bien que depuis que le quotidien s'est

amélioré, je le lise avec moins d'intérêt qu'avant, je trouve qu'il reste un excellent moyen de diffuser nos idées.

Je suis tout à fait pour la formule du dossier (douze pages). Il me semble que les meilleurs dossiers sont ceux qui portent sur les problèmes intérieurs, par exemple sur une région (comme Denain dans le dernier numéro). Je pense aussi qu'il serait intéressant de faire des dossiers sur certaines professions comme le milieu hospitalier, les sidérurgistes, les PTT, etc.

Je souhaiterais bien sûr un développement du front culturel à condition que les articles portent plus sur des faits d'actualité (disques récemment sortis, à ce sujet, l'article sur Renaud me paraît plus intéressant que celui sur Woodie Guthrie...) et des films vus par les larges masses.

«Des articles plus fouillés»

J'ai 27 ans. Je suis OS dans une usine d'électronique. J'ai d'abord des critiques à faire sur la forme du journal. Le bimensuel semble être bâclé, fait à la va-vite (il semble qu'il y ait une amélioration dans les deux derniers numéros). Par exemple, on trouve encore trop d'articles où le texte est serré, épais, le titre compressé faute de place. Dans le No 45, la page de couverture est attrayante, les pages 4 et 5 sont claires, l'appel de Henri Jour saute à l'œil ; mais les pages 6 et 7 sont décevantes, car rien n'est mis en valeur et tout est tassé. Du coup, il se produit un décalage entre ce qu'on attend et ce qu'on y trouve. Je pense qu'on a beaucoup à apprendre des revues bourgeoises, et qu'il faut étudier la façon dont ils s'y prennent pour mettre en valeur les articles principaux, le choix des lettres, des espaces.

Avec des moyens financiers moins importants, il y a les revues syndicales (*Syndicalisme-hédo*) qui sont bien présentées.

Sur le choix des articles, je trouverais bon qu'il y ait moins d'articles (souvent trop courts et qui nous laissent sur notre faim), mais plus fouillés.

Tant pis si on ne parle pas de tout, mais que ce soit plus consistant. L'idée des dossiers est très bonne, mais dans le cas de la sidérurgie ou de l'armée (No 45), notre point de vue est trop condensé par rapport à l'étendue des interviews.

Pour les sujets divers, il y a un gros effort de fait, dans un esprit pas sectaire et c'est bien ; mais sur des sujets comme la famille, on est léger.

La structure actuelle de la famille intervient dans tout ce qu'on organise, dans les syndicats, dans les grèves bien souvent. Ça serait intéressant de s'y attaquer. (Extraits)

NDLR - Pour le numéro 45 dont tu parles, la réalisation du journal était terminée quand est survenue l'intervention vietnamienne au Cambodge, ce qui explique cette impression de tassement.

ABONNEZ-VOUS

L'HUMANITE ROUGE

Quotidien

	Pli ouvert	Pli fermé
1 an	350 F	700 F
6 mois	180 F	360 F
3 mois	90 F	180 F
1 mois	30 F	60 F
(22 No)		

On l'a vu lors de la remise des oscars du cinéma. Antenne 2 l'avait interviewé aux Etats-Unis. On ne pouvait prévoir que c'était la dernière fois qu'on voyait Jean Renoir, de son vivant.

Or la séance de remise des oscars était présidée par un cinéaste très proche de Renoir, Jean Carné. Avec Jean Renoir, c'est le plus brillant représentant du cinéma réaliste poétique qui disparaît.

Au début des années trente, le cinéma subit une profonde mutation, particulièrement en France. Il se remet à peine du passage du muet au parlant ; il subit la concurrence et l'influence d'Hollywood et de la société Paramount. Il doit trouver un style qui lui est propre. Enfin les années trente, ce sont surtout des millions de chômeurs en France et dans le monde entier. C'est une période où la réalité du capitalisme se fait plus durement sentir. C'est précisément à cette époque que va s'épanouir le réalisme poétique et que Renoir va signer ses meilleurs films.

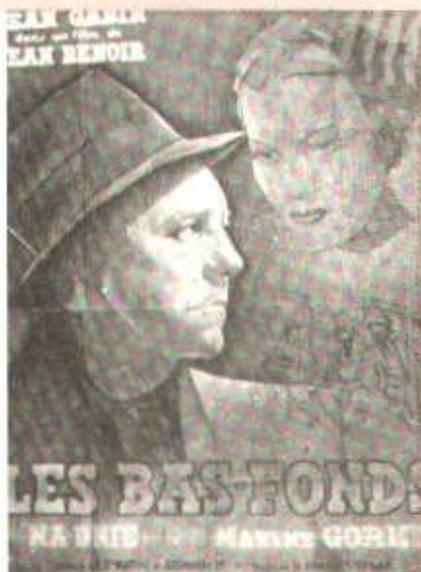


JEAN RENOIR

Le réalisme au cinéma

Affiche du film

Les œuvres les plus significatives ont été créées dans les années 1930.



Toni : c'est pour le compte de Pagnol que Renoir réalise ce film. Le scénario en est tiré d'un fait divers de la chronique judiciaire. Les extérieurs du film sont tournés à Martigues, lieu du crime. « Notre ambition était que le public puisse imaginer qu'une caméra invisible avait filmé les phases d'un conflit, sans que les êtres humains, inconsciemment entraînés dans cette action, s'en soient aperçus » explique Jean Renoir en 1936. Le courrier Toni, amoureux d'une Espagnole, est accusé d'avoir tué son contremaitre. Il ne se disculpe pas, il est tué. Par ce biais, Renoir aborde le milieu ouvrier, quasiment ignoré jusqu'alors par le cinéma américain et français. Le meurtre d'un travailleur immigré, au cinéma en 1934, en pleine recrudescence du chauvinisme, prenait un relief particulier. Ce film marque un tournant dans l'histoire du cinéma, il annonce le néo-réalisme italien de l'après-guerre. Il part d'un fait divers ; il est tourné en décor naturel, sans

studio, sans maquillage, avec des acteurs de la nationalité et de l'origine sociale des personnages. Les figurants sont les habitants de Martigues, le lieu de l'événement. Renoir donne à son film la vérité du documentaire, mais aussi la force de l'œuvre d'art, grâce à la beauté des images. Derrière ce film chargé de réalisme, on sent la poussée de la classe ouvrière qui, dès 1934, se mobilise et qui en 1936 entrainera à ses côtés intellectuels — et parmi eux les cinéastes.

La vérité du documentaire

Le Crime de Monsieur Lange. Avec *La Belle Equipe* de Julien Duvivier, ce film témoigne de l'optimisme des travailleurs et de la montée des luttes. Le centre de l'action, presque son lieu unique, est la cour d'un immeuble parisien, sa loge de concierge, les blanchisseuses dans leur atelier, l'imprimerie et le bureau

Suite page 30